



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2824
16 septembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

De Londres à Paris

Il reste des bastilles à prendre



La prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, œuvre de Jean-Pierre Houël (1735-1813).

Retraites, chômage
Patronat et gouvernement
à l'attaque

Pages 3 et 5

Ukraine-Russie
Ceux qui subissent
la guerre

Page 9

Énergie
Superprofits,
supervoleurs

Page 16

Leur société

- Retraites: hold-up en préparation 3
- Allocations chômage: le Medef exige, le gouvernement exécute 3
- Pôle emploi: trois quart des offres sont non conformes 3
- Fête de l'Humanité: quelle politique pour les travailleurs? 4
- Roussel surfe sur les préjugés 4
- Rattrapage des pensions: les retraités à la diète 5
- Fournisseurs d'électricité: prends l'oseille et tire-toi! 5
- Impôts de production: le Medef ne veut pas payer 5
- Police: permis de tuer 6
- Saint-Denis: un marché populaire chassé du centre 6
- Sorbonne-Nouvelle: vieux problèmes 6
- Nos lecteurs écrivent: gilets jaunes s'abstenir 6
- Lycées professionnels: une réforme pour le patronat 7
- Éducation: répression antisyndicale 7
- Lycée Jean-Moulin - Torcy: les enseignants font de la résistance 7
- Compagnies énergétiques: superprofits, supervoleurs 16
- Développement humain: progrès à reculons 16

Dans le monde

- Grande-Bretagne: deuil national et trêve sociale 8
- L'héritage sanglant de l'Empire 8
- James Connolly et la monarchie britannique 8
- Russie-Ukraine: ceux qui mènent la guerre, ceux qui la subissent 9
- "On croit mourir pour la patrie..." 9
- Argentine: la crise et ses conséquences 10
- Afghanistan: la situation empire 10
- Rwanda: l'armée française ne sera pas jugée 10

Dans les entreprises

- La journée du 29 septembre 12
- Uber Eats 12
- Compin - Évreux 12
- Amazon - Brétigny 13
- Pizzas Buitoni-Nestlé 13
- CPAM - Ille-et-Vilaine 13
- Cooper Standard - Vitry 13
- SNCF: Dix ans après la mort d'un cheminot, quelle justice? 14
- À guichets fermés 14
- Transports T2C Clermont-Ferrand 14
- Transport aérien 15
- EPDSAE du Nord 15

Il y a cent ans

- En 1922, la grève des métallos du Havre 11

Les bastilles qui restent à prendre

Le décès d'Élisabeth II a éclipsé les autres informations. Chaînes de télévision, journaux, responsables politiques, artistes et experts en tout genre surenchérisent dans un hommage planétaire. 230 ans après la Révolution française, l'abolition de la monarchie et des privilèges, nous voilà sommés de manifester intérêt, respect et admiration à la Couronne britannique.

Chez beaucoup d'entre nous, ce cirque royal déclenche des envies de nouvelle révolution. Eh bien, souhaitons que cette envie soit contagieuse!

Le Royaume-Uni a décrété un deuil national de dix jours. Toute la vie sociale est au ralenti. Des spectacles et des matchs de foot sont annulés. Le peuple est appelé à saluer le convoi funéraire qui traverse le pays.

Alors que les travailleurs britanniques sont engagés dans un bras de fer pour que les salaires suivent la flambée des prix, les chefs syndicaux ont annulé les grèves prévues cette semaine. Les salariés assommés par les factures ahurissantes de gaz et d'électricité sont censés attendre et rendre hommage à la reine!

Voilà à quoi sert la monarchie britannique: saouler le peuple avec des histoires de princesses et de rois pour qu'il ne s'occupe pas de ses propres affaires! Exalter le chauvinisme et le respect de la tradition pour préserver l'ordre social avec ses injustices, ses inégalités et ses horreurs.

Pendant soixante-dix ans, Elisabeth II a incarné l'Empire britannique. Elle a régné sur des centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde, exploités, opprimés, voire massacrés lors des révoltes coloniales qu'ils menèrent contre la tutelle anglaise. La reine n'y était pour rien? Mais si! Elle était la garante morale de sa continuité et de sa perpétuation. Même si elle n'a servi que de décorum, elle a contribué à faire accepter leur condition aux opprimés.

«La reine incarnait l'unité nationale», entend-on. Oui, l'unité où le petit peuple doit s'agenouiller au passage de nantis couronnés! L'unité qui fait que les uns vivent en parasites sur les autres! L'unité où la coiffeuse, le postier ou l'ouvrier intérimaire sont censés honorer ceux qui se transmettent titres, gloire, domaines et millions de père en fille ou en fils. Y a-t-il seulement un seul membre de la famille royale qui connaisse le prix du pain ou du gaz? Pas sûr!

Les antimonarchistes britanniques dénoncent

le coût de la monarchie pour le contribuable. Mais comme elle est, elle-même, devenue une attraction touristique, digne de la Tour Eiffel, elle rapporterait plus à l'économie du pays que ce qu'elle coûterait...

En fait, la maison royale vit d'abord de ses rentes: 18000 hectares de terres cultivables, de centres commerciaux, de bureaux... Et c'est une entreprise qui rapporte des dizaines de millions de revenus par an. La famille royale est surtout une grande famille bourgeoise, à la tête d'une entreprise bien gérée, les flonflons, les chapeaux et le cirque royal en plus.

Alors, aussi écœurante soit-elle, cette débauche d'hommages réactionnaires ne doit pas nous faire oublier les véritables rois des temps modernes: les dynasties bourgeoises. Celles-ci ne passent pas leur vie à se faire prendre en photo devant des manoirs d'un autre âge. Elles sont à la tête de holdings et de grands groupes et règnent sur le secteur du luxe, de la banque, de l'automobile, de l'armement, de la pharmacie... et ce sont surtout ces rois-là qu'il faut détrôner.

En 1789, la bourgeoisie a profité de la révolte du petit peuple des villes et des paysans pour asseoir sa propre domination. Mais la révolution a été faite par les masses qui avaient été opprimées, muselées des siècles durant. À l'époque, le petit peuple voulut comprendre où passait son argent, pourquoi et pour qui il travaillait si dur. Il voulait savoir pourquoi on lui faisait payer le sel cent fois son prix et pourquoi le pain devenait inabordable. Il réclamait des comptes.

Aujourd'hui, il nous faut, nous aussi, trouver la force de demander des comptes. Cette fois, ce n'est plus à la noblesse et aux féodaux qu'il faut les demander, mais à la grande bourgeoisie. Où partent les fruits de notre travail? Pourquoi les prix s'envolent-ils? Pourquoi cette explosion de profits et ces salaires insuffisants?

Une autre révolution est inscrite dans la logique de la société capitaliste car l'oppression qu'elle fait régner, les sacrifices qu'elle impose aux travailleurs et le chaos qu'elle crée sont insupportables. Cette révolution viendra, comme toujours, de la base, de tous ceux qui sont exploités, pressurés puis rejetés en dehors de la production. Et cette fois, ce sont les travailleurs qui devront la diriger.

Nathalie Arthaud



Sandringham, l'un des châteaux de la famille royale britannique, une petite propriété de 8000 hectares.

JOHN FIELDING

Retraites : hold-up en préparation

À l'occasion d'une rencontre avec une centaine de journalistes à Nanterre, le 12 septembre, Macron a déclaré vouloir mettre en œuvre de manière urgente, dès 2023, la réforme des retraites. C'est une réforme « qui ne fait plaisir à personne » a-t-il déclaré, mais il faudrait selon lui se préparer « à un moment douloureux ».

Après le discours sur la « fin de l'abondance » et les efforts nécessaires face à la crise énergétique, le voici de nouveau dans une tentative de préparation des esprits (des travailleurs) aux sacrifices.

Le scénario est bien rodé. Cela commence (presque)

toujours par un rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR). Une fois de plus il vient à point nommé. Ne pouvant mettre en avant le déficit du système de retraite, celui-ci étant redevenu excédentaire en 2021 avec un solde positif de 900 millions d'euros, le COR

affirme tout bonnement que cela est provisoire. Les déficits devraient selon lui réapparaître, de façon durable, à partir de 2023, et dans le cas de figure le plus favorable, le système ne reviendrait à l'équilibre qu'au milieu des années 2030.

Ces prédictions très orientées ont à peu près autant de fondements que celles de Madame Soleil. Elles pourraient prêter à rire si elles ne servaient pas à justifier les futures attaques contre les retraites des salariés: report de l'âge légal de départ à 64 ans,

voire plus, durcissement de la loi de janvier 2014 – dite loi Touraine –, qui définit la durée de cotisation requise pour toucher une pension à taux plein, entre autres.

Macron prétend que cette réforme des retraites servirait à dégager des marges budgétaires pour l'école et la santé! Qui peut croire un tel mensonge? Une chose est certaine, quelle que soit la forme choisie, elle aboutira à ce que les travailleurs à la retraite s'appauvrissent encore davantage.

La réforme des retraites est une des nombreuses

armes utilisées par la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre la classe ouvrière, guerre qui s'intensifie avec l'aggravation de la crise. Les travailleurs doivent se préparer à se défendre. Et, que le gouvernement fasse passer cette réforme en force au moyen du 49-3, comme Macron a menacé de le faire, ou qu'elle soit discutée à l'Assemblée, c'est avec leurs propres armes de classe qu'ils devront le faire.

Aline Retesse

Allocations chômage: le Medef exige, le gouvernement exécute

Lundi 12 septembre, le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a lancé la prétendue concertation qui doit aboutir à la création de France travail, présenté comme devant succéder à Pôle emploi. L'objectif est clairement affiché: réduire les droits des chômeurs.

Il y a à peine un an, une précédente réforme avait déjà entraîné la baisse du montant des allocations chômage en imposant un nouveau mode de calcul. Il avait

université d'été, exigeant du gouvernement qu'il aille encore plus loin, et plus vite.

Le patronat a donc été entendu. L'une des mesures principales envisagées par le gouvernement consisterait à faire dépendre les règles d'indemnisation du niveau du chômage, ce qui permettrait de diminuer encore davantage les allocations chômage, d'une façon encore plus arbitraire, puisqu'il n'y aurait plus vraiment de règles fixes. Faire pression sur les salaires est en fait l'objectif principal de cette réforme à venir. En effet, moins les salariés au chômage sont indemnisés, plus ils se retrouvent contraints d'accepter des emplois sous-payés. Et cela constituerait une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires.

Dussopt a déclaré que la mise en place de France travail devait commencer par une réforme du RSA, dont le versement devrait être conditionné par le fait d'effectuer quinze à vingt heures d'activités par semaine. Cette annonce s'inscrit dans une campagne de communication menée depuis des semaines et visant à présenter les chômeurs comme responsables de leur situation. Elle vise surtout à diviser les travailleurs entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés par la politique patronale.

S'opposer à une telle division est une nécessité pour se défendre face à cette attaque de grande ampleur qui se prépare. Qu'ils aient un emploi ou pas, les travailleurs ont les mêmes intérêts et devront se battre pour contraindre les patrons à répartir le travail entre tous et à augmenter massivement les salaires.

Arnaud Louvet

Pôle emploi: trois quarts des offres sont non conformes

Il ne se passe pas de jour sans que des membres du gouvernement se relaient pour mener une campagne, non contre le chômage, mais contre les chômeurs, qui, à les entendre, refuseraient les centaines de milliers d'emplois qui leur seraient proposés.

Selon une enquête menée par la CGT de Pôle emploi, la réalité est cependant tout autre. Sur les quelque 990 000 offres proposées par l'organisme, les trois quarts seraient illégales, surtout dans l'intérim. Les horaires de travail proposés, quand il y en a, ne seraient pas conformes à ceux des annonces, de même que la durée des emplois. Mais, surtout, les annonces déposées sur le site de Pôle emploi par les entreprises privées sont loin d'être fiables, constate la CGT. La même annonce peut se retrouver sur les sites de différentes agences, faussant ainsi le nombre d'emplois proposés

effectif; ou alors les entreprises oublient souvent de les enlever alors que le poste a été pourvu. À ces irrégularités s'ajoute aussi une masse de propositions qui n'offrent qu'un intérim de quelques jours, par exemple pour une manifestation culturelle ou pour surveiller un magasin en période de soldes.

Pour le gouvernement et tous ces serviteurs du grand patronat, mentir sur la réalité de l'emploi en accusant les travailleurs d'être responsables du chômage qui les frappe est une rengaine maintes fois ressassée, mais dont ils ne se lassent pas.

Marianne Lamiral



aussi durci les conditions d'accès aux allocations chômage pour des centaines de milliers de travailleurs précaires, saisonniers ou intermittents. Mais pour le Medef cela ne suffit pas, comme il l'a encore martelé à son

AGENDA

Renverser le capitalisme, une nécessité!

Meeting de Lutte ouvrière à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 8 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro: Maubert-Mutualité – entrée libre

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 24 septembre à partir de 17 h
dimanche 25 septembre de 11 h 30 à 19 h
à l'espace Mosaïque de Saint-Priest

Toulouse

Samedi 24 septembre de 18 h à minuit
et dimanche 25 septembre de 11 h à 18 h

à la salle des fêtes de Ramonville-Saint-Agne

Bourges

Samedi 1^{er} octobre de 14 h à minuit
Les Rives d'Auron (près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 1^{er} octobre de 15 h à minuit
à Villeneuve-d'Ascq Cousinerie, rue Carpeaux

Orléans

Samedi 8 octobre de 14 h à minuit
à Fleury-les-Aubrais Salle des Bicharderies (ZA des Bicharderies)

Rennes

Samedi 8 octobre de 15 h à minuit
Carrefour 18 (Métro Henri-Fréville)

Fête de l'Humanité: quelle politique pour les travailleurs ?

Cela faisait trois ans que la Fête de l'Humanité n'avait pas pu se tenir dans des conditions normales à cause de l'épidémie de Covid. En 2020, elle avait été annulée et, en 2021, une jauge imposée par le gouvernement en avait considérablement limité l'affluence.

En plus de cela, cette année, cette fête s'installait pour la première fois sur un nouvel emplacement près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Malgré toutes ces difficultés, la fête a cette fois encore rassemblé beaucoup de monde, 400 000 personnes selon le PCF. Certes, cela fait longtemps qu'il mise sur les concerts et les spectacles pour attirer le public et compenser la baisse de son audience politique. Mais les nombreux stands sont toujours tenus par des militants et des sympathisants et la fête garde encore un large public populaire d'habités. Lors du traditionnel meeting sur la grande scène, la foule était nombreuse pour écouter Fabien Roussel. Mais quelle politique celui-ci avait-il à leur proposer ?

La cible principale de son discours n'était pas la classe capitaliste mais Macron et son gouvernement. Même quand il a parlé de l'inflation et de la nécessaire hausse des salaires pour y faire face, Roussel

n'a attaqué que le gouvernement: « Comment le gouvernement et l'État peuvent-ils vous traiter de cette manière en refusant les augmentations de salaires ? », a-t-il lancé. Il a certes parlé des profits des entreprises du CAC 40, rappelant qu'ils avaient augmenté de 80%. Mais il l'a fait en spécifiant que c'était « sous l'ère Macron et de son gouvernement, de ses ministres et de la droite », oubliant de rappeler combien les profits avaient augmenté sous les gouvernements de gauche de Mitterrand, Jospin ou Hollande.

Roussel a dit qu'il voulait « mettre la main sur l'argent » et il a expliqué ce qu'il entendait par là: « une taxe sur les surprofits », en prenant comme exemple ce qui vient d'être mis en place « en Allemagne, en Espagne, en Angleterre, avec des degrés divers ». Il a même laissé entendre qu'il fallait que Macron lui-même mette en place une telle taxe: « Moi je dis à Macron: ayez le courage de mettre en place cette taxe, cette contribution,



Débat avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier au stand Lutte ouvrière, dimanche 11 septembre.

(...) retroussiez-vous les manches, allez leur dire à vos amis qu'ils devront être mis à contribution dès cet automne.»

En réalité, dans tous les pays cités, les gouvernements sont autant soumis au grand patronat que l'est le gouvernement français. Et les prétendues taxes sur les superprofits qui ont été mises en place sont de la poudre aux yeux pour faire croire à la population que les capitalistes sont mis à contribution, et lui faire accepter la baisse catastrophique de son niveau de vie. Voilà ce que Roussel vante: une tromperie pour les travailleurs!

Son discours est en fait très révélateur de ce que serait la politique de son parti s'il arrivait au gouvernement. Les dirigeants du PCF ont renoncé depuis bien longtemps à en faire le parti de la lutte du monde

du travail contre la bourgeoisie. Ils ont accepté au contraire d'en faire un parti de plus au service de celle-ci, qui lui serait utile justement en cas de montée de la colère. Dans ce cas, la bourgeoisie pourrait compter sur le PCF au sein de la population pour canaliser le mécontentement et l'empêcher d'exploser, quitte à faire des discours d'apparence radicale et à lancer de la poudre aux yeux.

Lutte ouvrière, qui avait un stand à la Fête de l'Humanité, a cherché à y défendre une autre politique, à expliquer à tous ceux qui venaient nous rencontrer que les travailleurs doivent se préparer à ces explosions sociales, et réfléchir dès maintenant à la politique à mettre en avant pour faire reculer le grand patronat, sans se laisser endormir ni abuser par de faux amis.

Pierre Royan

Un débat sur la démocratie ouvrière s'est tenu au stand Lutte ouvrière de la Fête de l'Humanité, animé par Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud. La vidéo en est visible sur notre site (www.lutte-ouvriere.org)

Huis clos sur le vide

Les quelques dizaines de conformistes du genre politique, syndical ou associatif qui avaient accepté de servir de fond d'écran à Macron le 8 septembre ont dû déposer leur portable avant d'entrer à la réunion du Conseil national de la rénovation.

Le CNR, ce nouveau gadget présidentiel, censé faire naître l'échange et la démocratie, commence donc à huis clos, sans photo, ni enregistrement.

La plupart des invités ayant décliné son invitation, et la presse ayant même moqué la proposition présidentielle, la réunion manquait de têtes d'affiche et donc de crédibilité. Si Macron avait seulement envoyé son hologramme et quelques bouteilles de mousseux, on comprend l'interdiction des portables...

Justice et salaire

Le ministère de la Justice va augmenter de 1 000 euros par mois les salaires de certains juges, de façon à pouvoir en recruter, car les personnes compétentes trouveraient mieux ailleurs.

Tant mieux pour les heureux bénéficiaires, mais on peut remarquer que, lorsqu'il s'agit de recruter dans les emplois moins qualifiés, tout indispensables qu'ils soient, les pouvoirs publics ont le réflexe inverse. Plutôt que d'exiger des employeurs qu'ils augmentent les salaires, ils s'emploient à baisser les prestations sociales de façon que les prolétaires n'aient pas d'autre choix que d'accepter des conditions de travail dégradées.

Roussel surfe sur les préjugés



La fête de l'Humanité a également été l'occasion pour Fabien Roussel de montrer, une nouvelle fois, qu'il pouvait lui aussi colporter les idées réactionnaires.

Il a en effet affirmé que la gauche ne doit pas être celle des allocations et des minima sociaux.

Le lendemain, sur SudRadio, il a enfoncé le clou: « Je ne regrette pas, j'assume pleinement. » Ce n'est rien d'autre que filer le train au mépris antichômeurs d'un Macron et à la propagande, largement véhiculée par l'extrême droite, qui vise à opposer travailleurs en activité et travailleurs privés d'emploi,

pour mieux épargner les capitalistes.

On se demande comment les militants du PCF ont encaissé ces paroles. Rares sont en effet ceux qui, dans les milieux populaires, n'ont pas eu à subir des périodes sans travail, ou qui n'ont pas des proches dans ce cas qui ont pu les traverser grâce à ces allocations, en général bien insuffisantes, et sont pour cela traités d'« assistés ».

Thomas Baumer

Rattrapage des pensions : les retraités à la diète

Avec retard, la loi sur le pouvoir d'achat a enfin prévu l'augmentation, entre autres, des pensions des 17 millions de retraités. Depuis le 9 septembre, 4 % de hausse ont été appliqués sur la pension du régime de base, et un rattrapage depuis juillet a même été versé à une majorité de retraités.

Cela ne va pas leur permettre de faire la fête : cette hausse, censée compenser une inflation estimée fin août à 6,5% sur un an, ne fait évidemment pas le compte. D'abord, pour 14 millions de retraités du

privé, elle ne porte que sur la retraite de base, et non sur la complémentaire, qui peut représenter un tiers de la pension. Donc, loin des 45 euros d'augmentation moyenne annoncés par le ministre Dussopt, c'est

autour de 28 euros de plus que ces travailleurs à la retraite pourront dépenser chaque mois.

Pour la retraite complémentaire, et notamment celle de l'Agirc-Arrco, il faudra attendre des décisions qui ne seront pas prises avant octobre. Quelles qu'elles soient, ces quelques dizaines d'euros sont peu par rapport à la hausse des prix des achats en grande surface (+9,2% selon l'UFC-Que choisir), à celle des produits ménagers et d'hygiène (+13%) ou à celle du fioul (+67% selon la même source).

« Il faut que nos compatriotes absorbent une petite part de cette hausse », prétendait Bruno Le Maire sur LCI le 12 septembre. Vu de Bercy, ce n'est qu'une « petite part », mais pour les travailleurs retraités qui ont perdu 10% de pouvoir d'achat en dix ans du fait du blocage des pensions, pour les millions qui n'atteignent pas la retraite moyenne qui serait de 1350 euros mensuels net, c'est la part de mépris de trop.

À vouloir continuer d'imposer aux retraités comme aux autres travailleurs une diète forcée, les gouvernants et leurs donneurs d'ordres du patronat risquent de donner envie de mordre.

Viviane Lafont



Fournisseurs d'électricité : prends l'oseille et tire-toi !

L'explosion des prix de l'électricité crée des remous chez les fournisseurs privés. Avec l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, une trentaine de sociétés privées s'étaient précipitées sur ce marché pour attirer des clients avec des tarifs plus bas.

En pratique, ces sociétés privées ne produisent aucune électricité et se contentent de revendre celle qu'EDF leur fournit à un coût inférieur à celui du marché à la demande du gouvernement, sous prétexte que la concurrence devrait faire baisser les prix.

Dans les faits, environ 20% des usagers ont choisi ces fournisseurs privés. Ils se sont vite aperçus que les prix ne baissaient

pas vraiment, mais leurs contrats étaient largement suffisants pour « électrifier » les profits de ces fournisseurs. Mais aujourd'hui, avec l'explosion des prix de l'électricité, ceux-ci mettent la clé sous la porte ou menacent de le faire si leurs clients n'acceptent pas la hausse de leurs tarifs.

Après C Discount, Leclercq Energie, Iberdrola, Hydroption, Bulb Energy ou encore Barry Energy,

c'est maintenant au tour de Mint Energie d'annoncer un doublement de ses tarifs au 1^{er} octobre 2022. Sans aucune gêne, certains opérateurs, comme Iberdrola, conseillent même aux usagers... de retourner chez EDF. Évitant ainsi de fournir de l'électricité à ces usagers au prix conventionné, ils peuvent en revendre autant sur le marché libre, à un prix dopé par la spéculation.

Rien n'arrête de tels margoulin, fidèles à la règle valable dans le domaine de l'énergie comme dans bien d'autres : les profits au privé quand tout va bien et les pertes au public par gros temps!

Cédric Duval



Quand les patrons applaudissaient Borne, fin août, à Longchamp.

Impôts de production : le Medef ne veut pas payer

Fâché tout rouge, le n°2 du Medef a déploré, au micro de BFM Business le 13 septembre, un véritable « coup de canif dans la confiance » que les patrons avaient dans l'État.

L'objet du délit est l'annonce par le ministre de l'Économie de l'étalement sur deux ans de la suppression promise d'un des impôts dits de production, la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises). Cet engagement de Macron-candidat avait été, il faut le dire, confirmé fin août par Elisabeth Borne devant les patrons.

Cheval de bataille du Medef, sous le prétexte éculé que ces impôts de production freineraient l'investissement, leur diminution, voire leur suppression en ce qui concerne la CVAE, a fait florès chez les politiciens de droite et a déjà été mise en œuvre par Macron I. En 2021, la CVAE était déjà réduite de dix milliards au total, faisant perdre ainsi des ressources aux collectivités locales dont elle abondait les budgets, puisque la perte n'était compensée qu'à 50%.

Héritière, avec la CFE, cotisation foncière des entreprises, de la défunte taxe

professionnelle, la CVAE devrait encore rapporter à l'État sept ou huit milliards d'euros, versés par les patrons qui affichent au-delà de 500000 euros de chiffre d'affaires. À l'affût de recettes pour le projet de loi de finances de cet automne, Bruno Le Maire revient sur sa suppression complète et instantanée. Seul un demi-cadeau sera donc offert en 2023 aux patrons, qui devront attendre 2024 pour l'autre moitié.

Il est vrai qu'ils peuvent se consoler avec la réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, l'IS, dont le taux a encore baissé en début d'année de 33% à 25%. Qu'ils ne pleurent d'ailleurs pas trop sur leur sort : même en les prélevant à ce taux, la recette attendue par le fisc, quelque 66 milliards d'euros pour 2022, est prévue au moins aussi fructueuse que l'année dernière. Ce qui en dit long sur les bénéfices!

V. L.

Étudiants sans le sou

Les bourses étudiantes ont augmenté de seulement 4%, moins que la hausse des prix, soit moins de 20 euros par mois pour ceux qui ont les bourses les plus élevées. Pour se nourrir, beaucoup doivent recourir aux associations humanitaires et

travailler au détriment de leurs études.

Les étudiants des classes populaires n'échappent pas à la logique d'une société qui sélectionne d'abord par l'argent. La gratuité réelle des études devrait pourtant être la règle.

Ça plane toujours pour lui

Le jet privé de Bernard Arnault, le patron de LVMH, que des internautes suivaient pour dénoncer la pollution engendrée par les déplacements

luxueux de ce milliardaire, n'est plus immatriculé en France. Il n'est, du coup, plus traçable.

Il pollue donc, mais en cachette.

Police : permis de tuer

En une seule journée, le 7 septembre, deux personnes ont été tuées par des tirs de policiers, un homme à Nice lors d'un contrôle routier, une jeune femme à Rennes lors d'une opération visant un trafic de stupéfiants.

Dans le cas de Nice, des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent que le tir mortel a eu lieu alors que la voiture était à l'arrêt, contredisant ainsi la version de la police. Si le policier a été mis en examen pour violences volontaires avec arme ayant causé la mort sans intention de la donner,

il est assez rare que de telles affaires se concluent par des condamnations.

Elles sont pourtant de plus en plus nombreuses. Au total, neuf personnes ont été tuées par la police depuis le début de l'année pour refus d'obtempérer. L'usage des armes à feu par la police a été assoupli par une loi de

janvier 2017, à la demande notamment du syndicat de policiers Alliance, qui estimait que la notion de légitime défense telle qu'elle était définie auparavant ne disculpait pas suffisamment les policiers qui tuent ou blessent quelqu'un. Depuis, le nombre de tirs de policiers a fortement augmenté.

La démagogie sécuritaire de l'extrême droite, reprise par de nombreux politiciens de tous bords, a contribué aussi certainement à encourager certains policiers à



jouer les cow-boys. L'attitude de Darmanin, le ministre de l'Intérieur, qui leur apporte son appui quasi inconditionnel, ne peut qu'alimenter un sentiment d'impunité. Au-delà des calculs du ministre, tous les

gouvernements ont toujours ménagé leur police et leurs forces de répression. Et c'est encore plus vrai dans une période de crise où la population se voit imposer des sacrifices.

Jean Sanday

Saint-Denis : un marché populaire chassé du centre

Contre l'avis de la majorité des commerçants, une partie du marché de Saint-Denis a dû déménager mardi 6 septembre.



Ce marché comprenait jusqu'à présent une halle couverte et le reste, tout autour, en plein air. Ce marché, l'un des plus grands d'Île-de-France, se tient trois jours par semaine et est très fréquenté. À l'image de Saint-Denis, il est aussi multiculturel et très populaire. Mais, pour Mathieu Hanotin, le nouveau maire socialiste, « le temps de la réparation du centre-ville est venu. » La mairie voudrait changer l'image de la ville, pour elle trop populaire, et attirer des populations plus

aisées, des touristes, avec la perspective des Jeux olympiques. Elle a donc décidé de déplacer en périphérie ce marché en plein air qui était là depuis le Moyen-Âge mais qui faisait tache, à son goût, et que le maire nommait le « marché des chiffonniers ».

Au mois d'avril, dès que les commerçants ont eu vent de son projet, ils ont organisé une grève surprise et 256 d'entre eux, la très grande majorité des deux marchés, ont refusé de débiter leur marchandise et ont manifesté devant l'hôtel de ville. Ils ont ensuite fait signer des pétitions, arboré des banderoles, organisé une manifestation pour permettre à la population d'exprimer sa solidarité, et engagé des actions en justice.

Les différents recours sur lesquels ils comptaient

pour bloquer les travaux sur le nouvel emplacement n'ont pas empêché le maire de les poursuivre cet été et, dès la rentrée, il a obligé les commerçants à déménager, menaçant les récalcitrants de les exclure du marché.

Sur le nouvel emplacement, désormais coupé et éloigné de la halle centrale, les commerçants ont vu aussitôt fondre leur clientèle comme leur chiffre d'affaires. Nombre d'entre eux craignent de devoir fermer boutique. La diminution de l'offre serait un nouveau coup dur pour les habitants de la ville, qui apprécient le marché et ses prix restés modiques. Pourtant, ce serait à eux de choisir le type de centre-ville qu'ils désirent et non à des politiciens bien éloignés de leurs préoccupations!

Correspondant LO

Sorbonne Nouvelle : vieux problèmes

À l'université Sorbonne Nouvelle (ex-Paris 3), la rentrée, qui devait avoir lieu le 19 septembre dans ses locaux flambant neufs du 12^e arrondissement, a été repoussée au 3 octobre. La cause en est des salles déjà trop peu nombreuses par rapport au nombre d'étudiants!

Pour accueillir tout le monde, la présidence de l'université a fini par admettre, tardivement, qu'elle serait obligée de louer des locaux ailleurs dans Paris. Des étudiants et des enseignants auront donc cours à 25, 35 voire 45 minutes du nouveau Campus Nation. La présidence voudrait aussi imposer le passage de 100% des enseignements dits transversaux en enseignement à distance, ce qui n'a aucun sens pour des cours de langue vivante ou d'initiation au théâtre! Tout cela annonce donc une rentrée avec des conditions de travail très dégradées, alors même que les années 2020 et 2021, marquées par la pandémie et le passage à l'enseignement en visio, ont déjà été éprouvantes.

La présidence assure que

cette situation ne perdurera pas au second semestre. Mais étudiants et salariés ont appris à lui faire modérément confiance. La situation est d'autant plus honteuse que des militants syndicaux avaient alerté dès 2015 sur le fait que les nouveaux locaux, aussi jolis soient-ils, seraient trop exigus. À la veille de l'été, le président tergiversait encore en demandant aux enseignants de réfléchir aux cours qui pourraient passer du mode « présentiel » au mode « distancié », tout en les incitant à élargir leurs plages de vœux à des horaires tôt le matin, tard le soir, voire le samedi après-midi...

Une assemblée générale des salariés de l'université réunie mardi 6 septembre a exprimé à la quasi-unanimité le rejet des conditions dans lesquelles se prépare la

rentrée. Au-delà de la question du manque de place, une colère plus générale s'est exprimée, en particulier du côté des agents administratifs et techniques qui, pour des salaires insuffisants, croulent sous le travail du fait du manque de personnel titulaire.

La gestion à courte vue de la présidence n'est pas seule en cause. Les dysfonctionnements multiples proviennent, plus profondément, de la recherche d'économies à tout prix au niveau du rectorat et du ministère de l'Enseignement supérieur. Les jeunes et tous ceux qui contribuent à leur formation méritent mieux, mais les décideurs préfèrent visiblement réserver leurs milliards aux budgets militaires et aux cadeaux au grand patronat.

Pour ne pas subir sans réagir, les salariés de la Sorbonne Nouvelle ont d'ores et déjà prévu de se retrouver pour une nouvelle assemblée générale le 20 septembre.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Gilets jaunes embarqués

Lectrice de la région parisienne ayant voulu participer à la manifestation appelée par les gilets jaunes samedi 10 septembre, voilà ce que j'ai vu:

Un appel sur les réseaux invitait les gilets jaunes à manifester samedi 10 septembre à Paris. Mais tout regroupement, toute pancarte, le moindre gilet jaune au fond d'un sac menait droit à l'interpellation, à la vérification d'identité et à la verbalisation (135 euros) dans le meilleur des cas.

Des petits groupes se sont formés sur les Champs-Élysées ou autour de la place de la

République; toutes les personnes ayant tenté de défiler ont été nassées, contrôlées, et 103 d'entre elles ont été mises en cellule sous le prétexte d'une « participation à un groupement en vue de commettre des dégradations ou des violences ». Beaucoup d'entre elles sont convoquées à la sûreté territoriale en « audition libre », service spécialisé dans les interrogatoires politiques.

Sans surprise, Laurent Nunez, nouveau préfet de police, mène la même politique répressive que son prédécesseur.

Une lectrice

Lycées professionnels : **une réforme pour le patronat**

Emmanuel Macron est venu mardi 13 septembre aux Sables-d'Olonne, au lycée Éric-Tabarly, vendre sa réforme de l'enseignement professionnel. Il entend, dit-il, « réarrimer l'enseignement professionnel avec le monde du travail ».

En fait, il y a longtemps que l'enseignement professionnel est lié à ce que Macron appelle le monde du travail, qui pour lui se réduit au patronat. En témoigne la présence de nombreux chefs d'entreprise à chaque déplacement de ministre ou du président lui-même dans un lycée professionnel, comme c'était encore le cas aux Sables-d'Olonne. Chaque réforme de l'enseignement professionnel est

simplement un pas de plus dans cette voie.

La mesure phare de la réforme Macron, qui devrait rentrer en application en septembre 2023, est ainsi l'augmentation de 50 % du temps consacré aux stages en entreprise. Dans ces stages, les lycéens découvrent parfois certains aspects du métier qu'ils ont choisi, mais le plus souvent font surtout l'apprentissage de l'exploitation capitaliste.

L'augmentation de leur durée réduira la présence des lycéens dans les établissements scolaires, et par voie de conséquence le temps qu'ils pourront consacrer à acquérir une culture générale, à connaître ce que l'humanité a pu créer en matière de littérature, d'arts ou de sciences.

Le patronat a toujours considéré que l'enseignement délivré à ses futurs salariés pouvait se limiter à l'apprentissage des gestes du métier, et qu'il était superflu de donner aux travailleurs cette culture, qui est aussi une arme pour se défendre. Macron ne fait



LE REPUBLICAIN LORRAIN

Éducation : répression antisyndicale

Mardi 13 septembre, un rassemblement de soutien au militant syndical de Sud Kai Terada s'est tenu devant la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) des Hauts-de-Seine, à Nanterre.

En effet, la veille de la rentrée, Kai Terada, professeur de mathématiques au lycée Joliot-Curie de Nanterre, avait appris qu'il était suspendu pour quatre mois avec maintien de son salaire. Aucun motif n'était invoqué. Cette décision fait suite à une enquête menée par l'Inspection générale après des tensions dans l'établissement, tensions qui ne concernaient en rien le militant. Son dossier administratif ne comporte aucun reproche. Le rectorat de Versailles, à l'origine de cette décision, n'a d'ailleurs même pas daigné prévenir le proviseur du lycée qui a cherché l'enseignant à la rentrée. L'administration prétend hypocritement qu'il ne s'agit pas d'une sanction mais d'une mesure prise

« dans l'intérêt du service ».

Pour protester contre cette sanction qui ne dit pas son nom, plus de quarante enseignants ont fait grève dès le premier jour. Depuis, la grève continue pour défendre un collègue très apprécié. Les enseignants savent que le rectorat cherche à faire taire les militants syndicaux et à casser les équipes militantes.

Lorsque Kai Terada a enfin été reçu, il lui a été signifié qu'on pourrait le muter d'ici une quinzaine de jours, tout cela bien sûr sans avancer le moindre reproche. Cette procédure arbitraire révoltante empêche les militants de se défendre juridiquement, l'administration n'étant pas tenue d'invoquer ses raisons puisqu'il ne s'agit pas d'une sanction

disciplinaire.

De telles attaques contre les militants syndicaux se multiplient depuis six ans dans l'Éducation nationale. En Gironde à Melle, quatre militants de Sud éducation avaient été suspendus pendant huit mois, l'une d'entre eux avait été mutée d'office. Le jugement a été cassé. À Bobigny, une professeure des écoles a été mutée d'office. À Saint-Denis, ce sont dix enseignants qui ont été mutés ainsi. En plus d'être militants syndicaux, ils s'étaient opposés à une directrice proche de l'extrême droite.

Ceux qui nourrissent l'espoir que le nouveau ministre Pap Ndiaye allait mettre fin à cette répression peuvent dès à présent déchanter. C'est la mobilisation croissante des salariés de l'Éducation nationale qui pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique d'intimidation.

Aline Urbain

qu'avancer encore un peu plus dans cette voie. Une des conséquences de la réforme sera d'autre part la réduction du nombre d'enseignants, et on peut compter sur le ministère pour avoir déjà calculé les économies ainsi prévisibles.

Macron justifie sa réforme par des statistiques prouvant que les jeunes ne trouvent pas de travail à la sortie du lycée professionnel. Comme si cela résultait d'une formation en décalage avec ce qu'attendent les patrons, et non de la situation générale de l'emploi ! Cette contre-vérité participe de la campagne gouvernementale visant à trouver des boucs émissaires au chômage de masse. Que ce soit les professeurs qui ne donnent pas un enseignement adapté ou les jeunes qui ne veulent pas travailler, tout est bon

plutôt que d'incriminer le patronat, seul responsable. Macron entend d'ailleurs réorienter les filières en priorité vers les secteurs où ce patronat se plaint de ne pas trouver de salariés. Obtenir des jeunes dressés à travailler là où les patrons le désirent, comme ceux-ci le veulent, et aux salaires et conditions qu'ils imposent, c'est bien l'unique objectif de Macron.

Les jeunes qui entrent en lycée professionnel et leurs enseignants ont besoin de tout autre chose. Il faut plus de professeurs, plus de possibilités de travailler, dans de meilleures conditions et en classes plus réduites. Tout le contraire de cette réforme visant uniquement à formater la jeunesse ouvrière aux desiderata du patronat.

Daniel Mescla

Lycée Jean-Moulin Torcy : les enseignants font de la résistance

En décembre dernier, une grève de la quasi-totalité des enseignants avait eu lieu au lycée Jean-Moulin de Torcy, en Seine-et-Marne, pour protester contre les conditions de travail imposées par un chantier de rénovation traînant en longueur.

Dès la rentrée scolaire, cette année, force a été de constater que la situation était encore pire : classes de terminales à 37-38 élèves, cours dans des préfabriqués, absence de lieu de vie et de restauration sur place pour les élèves, absence d'eau dans un bâtiment et donc de toilettes fonctionnelles, toilettes installées ailleurs sans portes ni cloisons, escaliers métalliques glissants, boue omniprésente à la première averse, multiples problèmes informatiques et dangerosité du chantier. Voilà le cadre dans lequel enseignants et

élèves devraient travailler dans la sérénité !

Les discussions ont animé la salle des professeurs et, vendredi 9 septembre, la très grande majorité des enseignants a débrayé pour interpellier la région Île-de-France, donneuse d'ordres et soi-disant coordinatrice du chantier. Le matin, les enseignants, accompagnés de nombreux élèves, se sont retrouvés pour exiger des conditions de travail et d'études dignes. Une très bonne « rentrée » en matière.

Correspondant LO



Grande-Bretagne : deuil national et trêve sociale

« Suite à l'annonce de la très triste nouvelle du décès de la reine, par respect pour sa famille et pour les services qu'elle a rendus au pays, le syndicat a décidé d'annuler la grève prévue demain. » C'est le communiqué envoyé jeudi 8 septembre au soir par Dave Ward, le secrétaire national du syndicat des postes et télécommunications, le CWU.

Au même moment, Mick Lynch, le secrétaire national du syndicat du transport, écrivait : « *Le RMT se joint à la nation tout entière pour rendre hommage à la reine Elizabeth. La grève du rail prévue les 15 et 17 septembre est suspendue. Nous exprimons nos condoléances les plus sincères à sa famille, à ses amis et au pays.* »

Il y a là de quoi attrister bien des postiers et cheminots, qui par dizaines de milliers ont fait grève cet été pour des hausses de salaire et se réjouissaient à l'avance de se manifester de nouveau ! Mais ces messages sont révélateurs de la fonction de la monarchie : au nom de la sacro-sainte « unité nationale », les travailleurs sont priés de se taire, comme si pendant les dix jours de deuil officiel, les capitalistes allaient cesser, eux, de mener la lutte de classe.

Ces communiqués sont aussi et surtout révélateurs de la nature profonde des appareils syndicaux et de leurs dirigeants. S'ils

peuvent à l'occasion se montrer combatifs, ils sont aussi très respectueux du système. Ils se voient comme des avocats de la classe ouvrière auprès du gouvernement et des employeurs, mais ne militent pas pour que les travailleurs eux-mêmes prennent leurs affaires en main, et n'ont donc pas eu d'états d'âme à annuler des mouvements pour lesquels les syndiqués avaient voté très majoritairement depuis des semaines. Et quel meilleur moyen de rappeler qu'ils ne sont pas des jusqu'au-boutistes mais des interlocuteurs de bon aloi, pénétrés d'un respect profond pour l'ordre établi ?

Sur le plan du conformisme, les dirigeants de la gauche n'ont rien à envier à ceux des syndicats. Pas un député travailliste n'a refusé de porter un brassard noir dans l'enceinte de la Chambre des communes en signe de deuil, ni bien sûr de jurer allégeance au nouveau roi Charles III. Fidèle à lui-même, le chef du Labour Party, Keir Starmer, qui refuse que ses camarades de parti se rendent sur les piquets de grève, a rendu un hommage dégoulinant de déférence à la famille royale. Quant à son prédécesseur, Jeremy Corbyn, voici son tweet : « *J'aimais beaucoup parler famille, jardinage et confitures avec elle. Qu'elle repose en paix.* » Que voilà l'incarnation d'une gauche « radicale » !

Thierry Hervé



L'héritage sanglant de l'Empire

En faisant l'éloge d'Elizabeth II, les politiciens et les commentateurs célèbrent l'Empire-Commonwealth britannique, sur lequel elle a régné pendant soixante-dix ans.

La Grande-Bretagne a longtemps dominé un quart des terres émergées et un cinquième de l'humanité, et le rôle de son souverain n'était pas que symbolique : il était la figure tutélaire, celle qui nommait les gouverneurs et au nom duquel s'exerçait la domination coloniale. Quand Elizabeth II monta sur le trône, en 1952, la décolonisation commençait tout juste. L'Inde, Ceylan, la Birmanie venaient d'accéder à l'indépendance, parfois au prix de massacres, mais le Royaume-Uni, gouverné par Churchill, entendait bien conserver ses autres colonies.

Au Kenya, la révolte des Mau Mau fut sauvagement réprimée, entre 1952 et 1960 : des dizaines des milliers de Kenyans furent tués, 1090 d'entre eux furent pendus après procès, et des centaines de milliers furent parqués dans des camps de concentration, voire atrocement torturés. À la même époque, les troupes britanniques

livrèrent une guerre féroce en Malaisie (1948-1960) contre un soulèvement du Parti communiste local, faisant plusieurs milliers de morts. Même dans des territoires plus petits comme Chypre ou Aden, au Yémen d'aujourd'hui, l'armée britannique mena des opérations sanglantes pour retarder la décolonisation, ou pour l'orienter dans le sens souhaité par les grandes puissances occidentales. Toute la décolonisation fut menée par l'impérialisme britannique de façon à préserver au mieux ses intérêts. L'Empire fut rebaptisé Commonwealth pour le rendre acceptable.

Dans les confettis d'Empire que le Royaume-Uni conservait, il a continué d'utiliser la violence pour garder ses positions. En Irlande du Nord, l'armée britannique mena, au nom de la Couronne, sous le doux euphémisme de « troubles », ce qui était en réalité une guerre féroce (1968-1998)

contre les nationalistes qui réclamaient la réunification de leur île. Aux Malouines, en 1982, Thatcher envoya 10 000 hommes – dont le prince Andrew, l'enfant chéri d'Elizabeth II – pour reprendre l'archipel à l'Argentine, dans une guerre qui fit un millier de morts.

Quel fut le rôle personnel de la reine ? Tous ces massacres et ces pillages furent commis en son nom. Jamais elle n'émit la moindre protestation, bien au contraire. Elle-même et sa progéniture ont multiplié les voyages dans les différents pays de l'Empire-Commonwealth, espérant ainsi y préserver les intérêts britanniques. C'est dans cet esprit que, dès mardi 13 septembre, le nouveau roi Charles III s'est rendu en Irlande du Nord, tentant d'utiliser l'image de la monarchie pour convaincre les Nord-Irlandais de rester dans le Royaume-Uni.

Alors, le décorum royal n'est pas qu'un divertissement : il a une fonction politique, conservatrice et impérialiste.

Michel Bondelet

James Connolly et la monarchie britannique

En 1911, alors que le nouveau roi George V, grand-père d'Elizabeth II, s'app préparait à visiter l'Irlande, alors entièrement britannique, le socialiste irlandais James Connolly (1868-1916) écrivait ces mots qui n'ont pas vieilli :

« *Qu'est-ce que la monarchie ? D'où tient-elle son autorité ? Qu'a-t-elle offert à l'humanité ?*

La monarchie est la survivance de la tyrannie imposée sur l'humanité par l'avidité et la trahison dans la période la plus sombre et marquée d'ignorance de notre histoire.

Elle tire sa seule autorité de l'épée du voleur et de l'impuissance du producteur et ce qu'elle a donné à l'humanité

est inconnu – si ce n'est que l'on peut le mesurer aux multiples exemples de l'injustice la plus cynique et triomphale.

Toutes les classes de la société, à part la famille royale et en particulier la famille royale britannique, ont contribué à élever le genre humain via certains de leurs membres. Mais ni dans la science, ni dans les arts, ni dans la littérature, ni dans l'exploration, ni dans les inventions mécaniques, ni dans aucun domaine de l'activité humaine aucun représentant de la famille royale britannique n'a fait progresser l'humanité au niveau moral, intellectuel ou matériel. Cette famille s'est opposée au moindre progrès, a combattu

toutes les réformes, persécuté le moindre patriote et intrigué contre toutes les causes justes. En massacrant tous les amis du peuple, elle a fraternisé avec tous ses oppresseurs. [...] Meurtre, trahison, adultère, inceste, vol, parjure : tous les crimes commis par l'un ou l'autre des monarques dont le roi George revendique fièrement la descendance. [...]

Nous ne le blâmerons pas pour les crimes de ses ancêtres s'il renonce aux droits royaux qu'ils lui ont légués. Mais tant qu'il prétend à ces droits en vertu de sa naissance, alors en vertu de sa naissance il doit endosser la responsabilité de leurs crimes.»

Russie-Ukraine : ceux qui mènent la guerre, ceux qui la subissent

Zelensky, le président ukrainien, s'est félicité à pleine voix des 6 000 km² que son armée a repris à celle de Poutine dans le nord-est de l'Ukraine. Et il peut remercier le camp occidental pour l'envoi massif d'un armement moderne dont le rôle a de toute évidence été décisif dans cette progression du front ukrainien.

Les troupes russes ont donc évacué Izioum et les abords de Kharkiv, une ville de plus d'un million d'habitants qu'elles encerclaient de fait.

Cela étant, le Kremlin, qui a rameuté des renforts, ne peut pas rester sur un recul. Cela d'autant plus que, même si c'est très limité à l'échelle de la Russie, des élus municipaux de Moscou et de Saint-Petersbourg viennent de lancer une pétition réclamant la démission de Poutine.

Mettre en cause ce dernier dans son « opération militaire spéciale », avec son coût humain et matériel monstrueux, est risqué pour ceux qui ont pris cette initiative. Mais, du moins on le suppose, ils ont pensé qu'il était

possible d'agir ainsi parce qu'ils savaient se faire l'écho d'un refus réel d'une guerre qui ne dit pas son nom. Un refus pour l'heure surtout muet et passif dans la population, et la police du régime y veille, mais qui pourrait prendre demain un tout autre tour.

Ayant essuyé un revers militaire, Poutine doit déjà chercher des boucs émissaires. Plus encore, il doit chercher de la chair fraîche à envoyer tuer et se faire tuer dans les tranchées du Donbass, les avant-postes de Kherson ou dans les tanks sillonnant les champs au nord de la Crimée. Et à en juger par l'intensification des bombardements sur Kharkiv et ses alentours, une chose est sûre : la guerre ne va pas se terminer de sitôt.

Car à l'approche de l'hiver, qui gèlera les mouvements de troupes, chaque camp va vouloir avancer ses positions pour les mois à venir, quoi qu'il en coûte en termes humains et matériels.

Certes, Zelensky aurait voulu, comme il l'avait annoncé il y a deux mois, pouvoir rejeter les troupes russes derrière le Dniepr, en les chassant de la grande ville de Kherson qu'elles occupent depuis six mois. Faute de l'offensive victorieuse promise, il fait mousser au maximum les gains de terrain, au demeurant modestes, à Izioum et Kharkiv. C'est de bonne guerre de communication. Mais de quels gains la population peut-elle se féliciter, non pas dans les termes ronflants des communiqués, mais dans la réalité ?

Par exemple, les médias ont montré des policiers souriants reprenant possession du terrain à Kharkiv. Mais ils se sont gardés d'aller interviewer les travailleurs du



Le 11 septembre, après une frappe aérienne à Mykolaïv.

dépôt de tramways N°2, qui n'ont pas vu la couleur de leur salaire depuis des semaines. Lassés de se voir mener en bateau par les autorités, ils les ont menacées de grève si leur paye n'était pas versée le 16 septembre.

Il n'y a pas que cela. Depuis le début de la guerre, 2,7 millions d'Ukrainiens sont officiellement répertoriés comme n'ayant plus de toit sur la tête. Mais, à ce

jour, les autorités ne leur ont proposé que 40 000 relogements ! Pourtant, surtout loin des combats, les chantiers de construction ne manquent pas. Mais ils sont pour ceux qui ont les moyens d'acheter un logement, pas pour ceux qui ont tout perdu et dont le sort ne préoccupe pas plus les gens au pouvoir que leur première datcha.

Pierre Laffitte

“On croit mourir pour la patrie...”

Dès l'attaque de l'Ukraine par la Russie, fin février, les gouvernants occidentaux avaient dénoncé ceux qu'ils rendaient responsables de cette guerre : Poutine et ceux qu'ils appelaient « ses oligarques ».

Ces magnats du monde des affaires apprirent rapidement que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne avaient décidé de geler leurs avoirs et de les interdire d'entrée de territoire.

La guerre se prolongeant, les listes s'allongèrent

d'hommes du Kremlin et d'oligarques visés par ces sanctions.

Or, parmi les noms listés, on ne trouvait pas ceux d'oligarques très en vue, dont 13 des 37 qui entouraient Poutine au Kremlin le 24 février, quand il avait déclaré la guerre devant le pays

et le monde entier. Parmi tout ce joli monde, un nom n'a cessé de briller par son absence dans les radars aux sanctions : celui de Vladimir Potanine.

Un oubli ? Ce serait étonnant pour l'homme dit le plus riche de Russie, avec une fortune personnelle estimée à 34 milliards d'euros, outre l'empire industriel et financier qu'il a commencé à bâtir en s'appropriant des entreprises étatisées à la fin de l'Union soviétique.

Seulement voilà, cet ancien du KGB décrit comme proche de Poutine, est aussi propriétaire de Nornickel, un géant mondial de ce métal dont les économies américaines et européennes ne peuvent pas se passer.

La même chose vaut pour l'aluminium, un autre métal stratégique pour l'économie mondiale dont la Russie est, avec la société Rusal, le plus gros producteur en dehors de la Chine.

Comme il n'était pas question pour les grands groupes européens et américains de se passer de nickel et d'aluminium, non seulement leurs États n'allaient pas chercher

noise à Potanine et à ses pareils, mais ils ont tout fait pour faciliter les exportations russes de nickel et d'aluminium.

Ainsi, selon la base de données Comtrade des Nations unies qu'a examinée l'agence Reuters, les données officielles concernant les volumes importés d'aluminium et de nickel russes par l'Europe et l'Amérique ont augmenté de 70% entre mars et juin de cette année. Cela correspond aux quatre mois qui ont suivi le début de l'invasion de l'Ukraine, des données plus récentes n'étant pas fournies. Le prix de ces métaux ayant explosé, suite à la crainte que la guerre ne provoque une rupture d'approvisionnement, la valeur totale de ces importations frise deux milliards de dollars. Ces milliards s'ajoutent à ceux que la Russie a retirés durant le même temps de ses exportations de gaz et de pétrole et qui, bien sûr, ont à leur façon contribué à « l'effort de guerre » de Poutine. Cela avec la bénédiction plus ou moins ouverte des grands groupes occidentaux de l'énergie et de la métallurgie, et celle plus

hypocrite de leurs États.

Dans la même veine, on a appris que Potanine a aussi racheté à la Société générale, soucieuse d'afficher qu'elle se dégageait de Russie, sa filiale Rosbank... que le même Potanine avait jadis vendue à la Société Générale. Celle-ci le connaît donc bien. Au point de compter sur lui pour qu'il garde Rosbank au chaud d'ici à ce qu'elle puisse la reprendre ?

L'histoire ne le dit pas. Pas plus qu'elle ne dit ce qu'en penseraient les soldats que Poutine expédie combattre en Ukraine. Ou encore les Ukrainiens que Zelensky, ses oligarques et ses mentors de l'OTAN poussent à aller au front, risquer leur peau pour « la défense de la patrie ».

En tout cas, s'il se trouve en Ukraine ainsi qu'en Russie des militants socialistes, communistes, internationalistes et soucieux de défendre les intérêts des travailleurs, ils peuvent citer à ce propos ce qu'Anatole France disait en 1922, à propos de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »

P. L.



Devant l'usine Nornickel en 2019.

Argentine : la crise et ses conséquences

Jeudi 1^{er} septembre, la vice-présidente argentine Cristina Kirchner a échappé de justesse à un attentat. Heureusement pour elle, l'arme de son agresseur s'est enrayée.

Cet attentat a créé un choc dans le pays, ravivant notamment le souvenir des années de dictature militaire (1976-1982). En effet, le tireur semble lié à l'extrême droite, notamment selon ses tatouages. Quant à la vice-présidente, qui a exercé deux mandats présidentiels (2007-2015), elle est actuellement poursuivie pour corruption. Elle risque douze ans de prison et d'interdiction de toute fonction publique, ce qui mobilise ses soutiens au sein de la mouvance péroniste, ceux qui ne veulent garder en mémoire que la politique d'aides sociales qu'elle a pu mener en

faveur des défavorisés.

Cet attentat a offert au président argentin Alberto Fernandez l'opportunité d'appeler à l'union nationale. Il a décrété un jour férié et la centrale syndicale CGT, appui de toujours du parti péroniste, a lancé dès le lendemain une mobilisation de soutien.

Si les classes populaires se serraient les coudes avec les classes possédantes qui les exploitent et leur font payer les multiples crises actuelles, cela arrangerait bien les affaires du gouvernement argentin. En effet, les travailleurs et l'ensemble des Argentins subissent une



Le 9 août, manifestations contre la politique gouvernementale.

inflation galopante et la pauvreté frappe désormais plus de 17 millions de personnes, presque la moitié de la population.

De son côté, la priorité du gouvernement péroniste est de régler l'ardoise laissée auprès du FMI par la présidence de droite antérieure. Pour rassurer celui-ci, le président, avec le soutien de la vice-présidente, a placé au poste de ministre de l'Économie Sergio Massa, un homme qui est connu pour ses liens avec Washington.

C'est même un super-ministre car, en plus de l'économie, il a hérité aussi de l'agriculture. Or, il entend diversifier les taux de change du dollar en fonction des produits vendus, de telle manière qu'ils soient plus favorables aux entreprises de l'agroalimentaire, celles qui prospèrent dans l'exportation de soja.

Massa a rencontré les dirigeants du FMI, qui l'ont complimenté pour le nouveau plan d'austérité qu'il concocte à destination des

classes populaires et qui aurait pour conséquence de réduire encore les moyens de la santé, de l'éducation et du logement. Il veut aussi réviser les tarifs de l'eau, du gaz et de l'électricité aux dépens des usagers.

En protégeant les plus riches en même temps qu'il cherche à s'en prendre aux classes populaires, le pouvoir argentin réunit tous les ingrédients qui pourraient conduire à une nouvelle explosion sociale.

Jacques Fontenoy

Afghanistan : la situation empire

Suite aux mobilisations d'étudiantes du début septembre dans la province de Paktia, dans l'est de l'Afghanistan, cinq écoles secondaires pour filles dont quatre de la ville de Gardez, la capitale provinciale, avaient repris les cours.

Mais, le 10 septembre, le pouvoir taliban les a fait fermer de nouveau, provoquant la colère des élèves.

Quand elles ont commencé à protester, elles ont été rapidement dispersées par

la police talibane. Malgré celle-ci, des femmes continuent ainsi courageusement à manifester contre la fermeture des écoles secondaires pour filles dans la plupart des provinces et



Des jeunes filles de Paktia protestent, le 10 septembre.

l'interdiction qui leur est faite d'accéder à de nombreux emplois, sans parler des injonctions du pouvoir de se couvrir entièrement en public avec une burqa. Trois millions de filles seraient ainsi interdites d'accès à l'enseignement secondaire. C'est dans les campagnes qu'elles sont les plus nombreuses à être privées d'école, et depuis bien longtemps, ne serait-ce que du fait de la situation économique.

En effet, un peu plus d'un an après le départ de l'armée américaine et la prise du pouvoir des talibans à Kaboul, la situation s'est encore aggravée. Les sanctions prises par les pays impérialistes ont comme toujours frappé surtout la

population. La suspension de la plupart des financements d'aide au développement, par exemple, a touché la grande majorité des services sociaux. L'aide internationale, qui s'élevait à plus de 8 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 40% du PIB du pays, ne parvenant plus, l'économie afghane s'est contractée de 20% à 30%. La majeure partie de la population – jusqu'à 70%, selon une enquête de la Banque mondiale – est aujourd'hui incapable de se procurer de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. À cela se sont ajoutées en août dernier des pluies diluviennes qui se sont abattues au sud de Kaboul, dévastant maisons, cultures et bétail.

L'ONU émet régulièrement quelques déclarations contre la privation des droits des femmes par exemple. Mais, en fait, les dirigeants des pays impérialistes occidentaux choisissent de laisser se détériorer une situation qui est la conséquence de vingt années d'une guerre dévastatrice menée par les États-Unis et leurs alliés. Ceux-ci s'accommodent pour l'instant du pouvoir des talibans, qui furent d'ailleurs leurs amis de 1996 à 2001 avant de devenir leurs ennemis à abattre. Au fond, tant que l'ordre règne, peu importe que la population afghane meure de faim et soit privée de toute liberté.

Aline Retesse

Rwanda : l'armée française ne sera pas jugée

Mercredi 7 septembre, la justice française a prononcé un non-lieu sur les accusations de complicité de génocide et de complicité de crimes contre l'humanité qui visaient l'action de l'armée française lors des massacres commis sur les collines de Bisesero, au Rwanda, en 1994.

Ces collines furent un des lieux les plus meurtriers du génocide ethnique organisé par le gouvernement rwandais d'avril à juin 1994, à l'échelle de tout le pays, sur la partie tutsie de la population, faisant 800 000 morts.

Le régime rwandais était l'un des alliés importants de l'impérialisme français dans la région, face à la concurrence de l'Angleterre et des États-Unis. Il avait été financé et armé par l'État français, sous la présidence

de Mitterrand, alors même que le génocide était en préparation. Lorsque ce régime s'effondra, vaincu par les troupes du Front patriotique rwandais, pro-Tutsis, et derrière lequel les dirigeants français voyaient la main des impérialismes anglo-saxons, des militaires français furent envoyés dans le cadre de l'opération Turquoise. Cette opération, menée sous mandat de l'ONU et présentée comme

humanitaire, servit en fait à protéger les troupes génocidaires en fuite et à leur permettre de quitter le pays.

Au cours de cette opération, le 27 juin, près de Bisesero, confrontés à une centaine de Tutsis leur demandant de les sauver, des militaires français reçurent l'ordre de ne pas intervenir. Lorsqu'ils revinrent trois jours plus tard, presque tous avaient été tués.

En 2022, vingt-huit ans

après les événements, malgré de nombreux témoignages, l'État français continue de couvrir les officiers qui ont été impliqués dans ces événements. Leur mise en cause aurait constitué une condamnation de la politique menée alors par les dirigeants de l'impérialisme français qui, tous, jusqu'au plus haut niveau du pouvoir, ont leur part de responsabilité dans le génocide rwandais.

Charles Legoda

En 1922 : la grève des métallos du Havre

Le 20 juin 1922, commençait au Havre une grève qui devait durer jusqu'au 9 octobre de cette année-là. Cette grève, durement réprimée, fit l'objet d'un débat dans les mouvements communiste et syndical.

Le Havre, 180 000 habitants, est alors un grand port ainsi qu'un centre industriel (métallurgie, construction navale), où le chômage est élevé. Le 20 juin 1922, alors que la menace révolutionnaire de la fin de la guerre s'est éloignée, plusieurs patrons de la métallurgie, dont Schneider, annoncent une réduction des salaires de 10%, afin de préserver les dividendes distribués aux actionnaires. La riposte s'étend vite à toutes les usines du secteur : le 24 juin, 13 000 des 15 000 métallos du Havre et de la commune

jouent un rôle important dans la grève. Pendant la Grande Guerre, la métallurgie, la couture, le tabac ou les tramways ont compté de nombreuses femmes, qui ont mené des grèves victorieuses et ont presque toutes été brutalement licenciées fin 1918. Elles ont gardé une politisation et un état d'esprit militant. Elles prennent en main l'organisation des « soupes communistes » qui nourrissent chaque jour 40 000 grévistes et leurs familles. Mi-juillet, elles organisent « l'exode des enfants » décidé par le

radical-socialiste Léon Meyer, après avoir soutenu les grévistes, les lâche et annonce qu'il ne tolérera ni meeting, ni cortège. Le préfet de Seine-Inférieure, un dénommé Lallemand, déploie les gendarmes dans les rues, sur le port et devant les usines, pour disperser les regroupements ouvriers. Mais au Havre même, la grève devient quasi générale : les 23 et 24 août, elle s'élargit à d'autres corporations, et 20 000 à 40 000 travailleurs sont en grève.

Le 26 août, alors que 3 000 grévistes se rassemblent à proximité de la Bourse du travail, le préfet fait charger la cavalerie. Les travailleurs construisent une barricade et essuient des centaines de tirs. Une quinzaine de manifestants sont blessés et trois jeunes ouvriers, de 18, 21 et 22 ans, sont tués, tandis qu'un quatrième, âgé de 31 ans, meurt plus tard de ses blessures. Pendant que le gouvernement Poincaré approuve la tuerie, le préfet fait emprisonner une cinquantaine de militants, notamment des responsables et des militants de la CGTU et du Parti communiste, sans qu'ils soient jugés ni même inculpés.

À la suite de ce massacre, la CGTU appelle à la grève générale dans tout le pays, pour le 29 août. *L'Humanité* diffuse l'appel le 28 mais la CGT, qui vient d'exclure les communistes et les syndicalistes révolutionnaires ayant formé la CGTU (CGT unitaire), ne se joint pas à l'appel. Les délais sont courts et la grève nationale du 29 est peu suivie. Celle du Havre prend fin le 2 septembre.

Les métallurgistes havrais vont poursuivre leur grève mais ils sont désormais plus isolés, et le patronat parvient à limiter les débrayages sur le port. La ville est en état de siège, et le maire s'oppose frontalement au mouvement. La dernière assemblée des grévistes, le 8 octobre, vote la reprise du travail « ensemble et la tête haute » pour le 10, après 110 jours de grève. De nombreux grévistes, licenciés, doivent quitter la métallurgie voire la région, le patronat local



Meeting des grévistes dans la forêt de Montgeon en août 1922.

ayant établi une liste noire. En décembre, plusieurs dirigeants de la grève seront condamnés à des peines de prison ferme.

Des enseignements politiques

Au-delà de son impact local et national, la grève du Havre suscite un débat dans le mouvement communiste. En juin 1922, le PC est tout jeune, et la CGTU vient d'être formée. À la direction de la grève, certains sont des syndicalistes révolutionnaires, d'autres sont communistes.

Dans un rapport au 4^e congrès mondial de l'Internationale communiste, le 1^{er} décembre 1922 à Moscou, Trotsky aborde la question face à une délégation française qui compte notamment Louis Jacob. Membre du PC et dirigeant de la CGTU qui l'a envoyé au Havre pendant la grève, celui-ci considère que, en vertu de la séparation traditionnelle entre l'action syndicale et celle du parti, le PC n'avait rien à faire dans la grève.

Trotsky répond à Jacob et au PC français que toutes les grèves ont une dimension politique, notamment quand elles sont longues, massives voire générales, a fortiori quand elles sont réprimées par l'armée et la police. Alors que le maire radical Léon Meyer, le député Siegfried, bourgeois de centre droit, et le président Poincaré intervenaient, explique Trotsky : « Il n'y a qu'un seul parti qui ne soit pas intervenu, comme parti, dans cette grève », le PC, sous prétexte que « c'était une question économique. » Pour Trotsky, le PC aurait dû intervenir. Il aurait dû mettre les travailleurs en garde contre le maire radical, mettre au pied du mur les

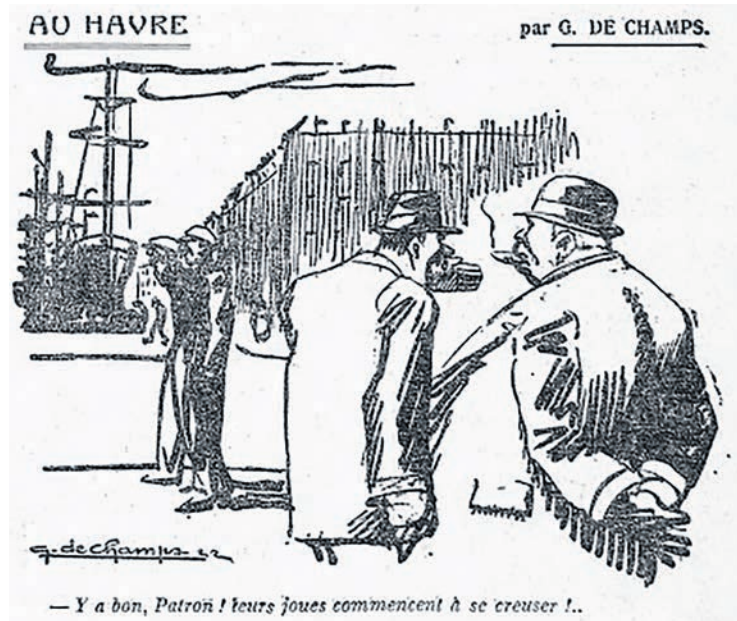
réformistes de la CGT et de la SFIO, dont la position était ambiguë. Il critique aussi l'organisation de la grève générale, après le massacre du 26 août : *L'Humanité* a publié le 28 un appel pour la grève générale le 29, et les réformistes ont eu beau jeu de dire que les délais étaient trop courts, alors que le PC aurait dû pleinement s'emparer de la grève du Havre, y avoir sa propre politique sans craindre d'être accusé d'y jouer un rôle.

Le PC français était issu de deux filiations, celle de la SFIO et celle des syndicalistes révolutionnaires de la CGT. La tradition de la SFIO était que le parti ne devait pas intervenir dans les grèves, mais seulement les soutenir ; la tradition syndicaliste révolutionnaire considérait également que les partis devaient se tenir à l'écart des grèves. Le rapport de Trotsky, adopté par le quatrième congrès de l'Internationale, allait amener le PC et les autres sections à réfléchir à ce que sont les grèves pour le mouvement communiste, être incités à y intervenir, à jouer un rôle dans leur élargissement et à en tirer tous les enseignements politiques.

Michel Bondelet



Le général Duchène et le préfet Lallemand.



voisine de Harfleur sont en grève. Des manifestations, où on dénonce les profiteurs de guerre, rassemblent des milliers de grévistes.

Chaque jour, une assemblée générale a lieu, rassemblant 3 000 à 5 000 grévistes. Un comité de grève est élu à l'échelle de la ville, avec de nombreuses sous-commissions de volontaires, chargés des tâches spécifiques de la grève. Le lundi, des piquets sont présents devant les usines. La grève est populaire : des collectes sont organisées dans les usines, dans les rues et auprès des commerçants, et même au spectacle des Folies-Bergères du Havre, où le personnel exige qu'une quête soit organisée à chaque représentation.

Les femmes des grévistes, ouvrières ou ménagères,

comité de grève, vers des familles ouvrières à Rouen, et Paris et dans le Nord, où l'accueil est organisé par la CGTU et des municipalités communistes.

La troupe massacre les ouvriers

En juillet, la grève se tend et prend une dimension nationale. Le Comité des forges, regroupant les patrons de la métallurgie, a envoyé une circulaire à ses membres dans toute la France, leur demandant de ne pas embaucher de grévistes ; plusieurs milliers d'entre eux ne peuvent ainsi trouver du travail ailleurs. Le gouvernement est également sollicité pour réprimer la grève. Les quotidiens à grand tirage la dénoncent ainsi que le rôle supposé des communistes. Le maire

La journée du 29 septembre : les enjeux pour les travailleurs

Le monde du travail est confronté à la hausse des prix, à des salaires et pensions bloqués, ou aux augmentations bien insuffisantes, aux attaques contre les chômeurs, contre les retraités...

Le patronat est bien décidé à garantir par tous les moyens ses profits aux dépens des travailleurs et des classes populaires.

Face à cette situation, les confédérations CGT et Solidaires ont, dès juillet, appelé à une journée d'action interprofessionnelle prévue le 29 septembre, pour la défense du pouvoir d'achat. La CFDT et FO ont d'entrée annoncé qu'elles ne se joindraient pas à cette journée.

Mais, le 8 septembre, La CGT, Solidaires et FSU ont appelé une nouvelle fois à la journée du 29 septembre.

Ce qui est remarquable dans ce dernier appel est sa modération et d'autre part l'absence totale de référence au patronat, aux capitalistes. Comme si l'annonce de l'explosion des dividendes distribués, et les profits record des banques

et de tous les grands groupes n'avaient aucun rapport avec la détérioration des conditions de vie des classes populaires. Cet appel demande une revalorisation d'au moins 10% des salaires, qui apparaît surtout concerner la fonction publique, se poursuit en demandant la taxation des superprofits en référence à la crise énergétique, et en condamnant la politique fiscale du gouvernement. Le refus de mettre en cause le patronat n'est certainement pas un oubli, mais il épargne ainsi les véritables donneurs d'ordres de l'offensive contre les travailleurs. Enfin on se demande quelle est la détermination de la principale centrale syndicale, la CGT, pour la réussite de cette journée, même avec ces objectifs limités et pourquoi, par exemple, la

santé est appelée à se mobiliser, seule, le 22 septembre. Il y a pourtant pour tous les travailleurs la nécessité vitale de se retrouver tous ensemble, car leurs intérêts sont intimement liés. Le 10 septembre encore, le site de la CGT ne contenait aucun appel à cette journée.

Les travailleurs, les militants conscients ne peuvent pourtant rester spectateurs face à cet appel, aussi limité soit-il. Même si pour le moment la classe ouvrière ne se sent pas la force d'engager le combat nécessaire, elle est ouverte au débat, et souvent bien consciente de l'offensive en cours, voyant ses conditions de travail se détériorer et l'arrogance patronale se développer. Alors, cela doit être l'occasion de s'adresser à l'ensemble des travailleurs, pour insister sur la nécessité absolue de se défendre face à un système fou qui entraîne la société vers le désastre.

Les idées doivent être incarnées par des femmes



Dans la manifestation du 27 janvier 2022.

et des hommes en qui les travailleurs puissent avoir confiance demain pour engager la lutte. Lorsque les travailleurs le feront, ils ne donneront pas de préavis,

mais ils devront pouvoir se souvenir de ceux qui, même dans les périodes difficiles, ont mis en avant des perspectives de lutte.

Paul Sorel

Compin – Évreux : non aux licenciements !

Le lendemain de la reprise après les congés, la direction de Compin à Évreux a annoncé pour novembre prochain le licenciement de 55 travailleurs, et au total 62 suppressions d'emplois.

Compin veut se débarrasser de la moitié des travailleurs du site et transférer la production en Espagne, Pologne ou Turquie. Le groupe fabrique des sièges pour les trains, trams, bus et métros, pour la SNCF ou la RATP, à partir des commandes d'Alstom dont il est le sous-traitant. L'usine d'Évreux appartient à une holding, Trainvest, qui possède entre autres quatre sites de production en Europe. Le fonds d'investissement Equistone, actionnaire principal depuis 2009, a une centaine d'autres entreprises dans des secteurs d'activité très variés : le sport avec les magasins Courir, la livraison de fleurs avec Interflora, la pâtisserie industrielle avec Mademoiselle Desserts, etc. Equistone brasse des centaines de millions d'euros et n'a aucun état d'âme : « Dans un arbre, il y a des branches mortes, il faut les couper », a déclaré le patron de l'usine d'Évreux lors de l'annonce des licenciements.

Depuis, les élus montent au créneau pour supplier Compin de réviser sa décision. Le président centriste de la région Normandie Hervé Morin, le député du Parti socialiste Philippe Brun et le maire Les Républicains

d'Évreux Guy Lefrand, tous ont multiplié les interventions indignées car Compin profite des commandes et des subventions publiques et compte parmi ses actionnaires Bpifrance, l'investisseur public dont la mission est prétendument de sauver l'activité et l'emploi. Toutes ces bonnes âmes répètent que Compin « trahit » ses engagements, mais les actionnaires s'en moquent bien.

Le directeur du site a annoncé qu'aucune prime extra-légale de licenciement n'est envisagée, ajoutant qu'elle serait utilisée pour acheter une voiture ou une télévision, et donc inutile. Ce mépris est significatif de la guerre qu'il a déclarée aux travailleurs, qui ont mené leur première action collective mardi 13 septembre en débrayant et en manifestant à une trentaine devant le conseil régional d'Île-de-France, après avoir fait le trajet et être partis à l'aube. Le prochain rendez-vous de mobilisation est donné à l'occasion de la journée d'action nationale du 29 septembre. À Évreux, les travailleurs de Compin prendront la tête de la manifestation.

Correspondant LO

Uber Eats : licenciements express

Lundi 13 septembre, environ 500 livreurs à vélo de la plateforme UberEats ont manifesté à Paris devant le siège de cette entreprise qui venait de déconnecter nombre d'entre eux en considérant que leurs comptes étaient « frauduleux ».



Parmi ces travailleurs, tous africains, beaucoup sont sans papiers et ne nient pas s'être inscrits sous une identité qui n'est pas la leur, en sous-louant le compte d'un autre. Le gouvernement ayant réclamé la fin de cette pratique, Uber Eats, après enquête, a coupé les vivres à 2 500 livreurs, du

jour au lendemain.

Elle en a pourtant exploité pendant plusieurs années un bon nombre, et en toute connaissance de cause. Leur situation irrégulière est même un élément de précarité supplémentaire qui les pousse à s'épuiser pour garder un travail qui enrichit leurs exploiters. En

effet, en deux ans, Uber Eats, comme les autres grandes plateformes, Deliveroo et Just Eat, a vu grandir ce marché qui pesait, fin 2020, cinq milliards d'euros. Et pour ces entreprises, l'exploitation de travailleurs indépendants a été et reste sans risques ni contraintes.

Avant, pendant et après le confinement, ces forçats du vélo ont travaillé par tous les temps, effectuant de véritables courses contre la montre, risquant l'accident et souvent en étant victimes, tout cela pour des gains de plus en plus faibles, vu la concurrence.

Les travailleurs renvoyés et des collègues venus les soutenir lors de la manifestation ont défilé aux cris de « livreurs en colère », « Uber voleur ». Ils ne désarment pas : 700 livreurs se sont regroupés pour exiger la régularisation des courriers éjectés d'un simple « click ».

Sylvie Maréchal

Amazon – Brétigny : la galère même après le travail

Durant la semaine du 5 septembre, les travailleurs de l'entrepôt Amazon de Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne, ont appris, en arrivant à la gare RER au sortir du travail, que plus aucun train ne circulait à partir de 20 heures.

Lorsqu'une unique navette de remplacement a fini par arriver, elle a été prise d'assaut et des dizaines de passagers ont dû s'entasser à l'entrée pour espérer trouver une place. Les employés de la SNCF, dépêchés pour l'occasion, ont été submergés, ne disposant d'aucun moyen pour affréter d'autres navettes. Des agents de sécurité sont ensuite arrivés, tenant en laisse des chiens agressifs aboyant sur les travailleurs,

pour les faire reculer.

La direction d'Amazon ne s'était même pas donné la peine de prévenir les salariés de cette suppression de train RER. Ce mépris est d'ailleurs une tradition: en décembre dernier, elle avait supprimé ses propres navettes, qui transportaient les travailleurs depuis la gare RER jusqu'à l'entrepôt. En guise d'information, un message informatique s'était affiché la veille sur chaque poste de travail :

« Les navettes sont supprimées. Bonne chance. »

Le manque de transports, et les pannes à répétition empoisonnent le quotidien des salariés d'Amazon et d'ailleurs. En deux ans, une moyenne de 49 trains par jour ont été supprimés sur la ligne C du RER. En conséquence, et quand tout fonctionne, les préparateurs de commandes de l'entrepôt doivent attendre trente minutes sur le quai, chaque soir après le travail. Certains quittent l'entrepôt à 21 heures pour n'arriver chez eux qu'après minuit. Les colis en viennent ainsi à voyager plus rapidement que ceux qui les préparent !

Correspondant LO

CPAM – Ille-et-Vilaine : une réaction salutaire

Mardi 6 septembre, ce qui couvait sous la cendre a éclaté au grand jour : les salariées de la plateforme téléphonique de la CPAM d'Ille-et-Vilaine située à Vern, près de Rennes, chargées de renseigner les assurés sur leur dossier, n'en pouvaient plus.

Les assurés doivent attendre des semaines, voire des mois avant de percevoir leurs indemnités journalières.

Cela met en péril le budget de nombreuses familles qui ne peuvent plus payer le loyer ou faire les courses. Ces assurés, excédés, le font savoir au téléphone. Un premier appel, un deuxième, un troisième, rien n'avance: ils entendent toujours le même message: « patientez », « votre dossier est incomplet, renvoyez tel

document ! », « cela ne dépend pas de nous, on fait le maximum ». La colère des assurés éclate par des violences verbales ou même des menaces de suicide.

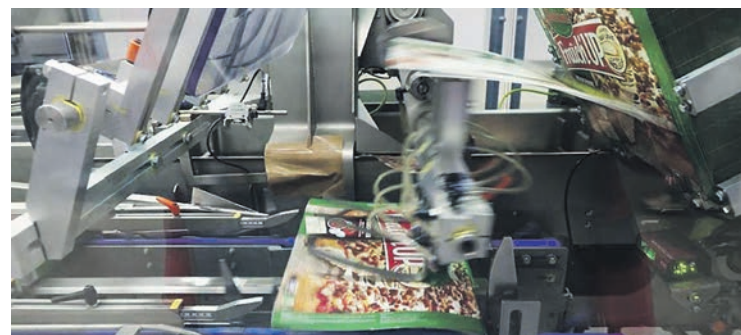
Il y aurait 30 % des dossiers en retard, « en moyenne 40 jours » de traitement. À noter que, selon *Le Parisien*, 42 % des salariés se sont mis en arrêt de travail en 2022 et ont donc droit à des indemnités journalières, mais la caisse nationale d'assurance maladie ne prévoit que des

suppressions d'effectifs. La hiérarchie sait tout cela, la direction aussi, mais elles répondent toujours par le même refrain: pas d'embauches possibles ! Certaines salariées viennent au travail la peur au ventre. Dans un cas, elles ont dû appeler les pompiers pour vérifier si l'assuré qui venait de menacer de se suicider était toujours en vie.

Quand les 120 agents ont débrayé sans préavis, le directeur a fini par se déplacer: des collègues habituellement silencieuses ont déversé leur trop-plein, disant avec sincérité et larmes ce qu'elles subissaient, malgré elles, jusque-là. Ne croyant pas les promesses du directeur prétendant que « à la fin du mois tout rentrerait dans l'ordre », elles ont décidé de se mettre « en retrait pour mise en danger de leur santé au travail. » Par conséquent, jusqu'à la fin de la semaine, plus personne n'a voulu répondre au téléphone.

Quelques aménagements ont été annoncés dont l'appel à des collègues d'autres services, ce qui est « déshabiller Pierre... ». Mais le fond du problème est loin d'être réglé: il faut des embauches massives !

Correspondant LO



COURRIER PICARD

Pizzas Buitoni-Nestlé : bactéries, prix et profits

Dans une enquête diffusée le 10 septembre sur France Inter, des travailleurs ont décrit comment les méthodes utilisées par Nestlé dans son usine de production de pizzas Buitoni à Caudry, dans le Nord, pour accroître la rentabilité, ont pu conduire à l'intoxication, en mars dernier, de plusieurs dizaines de victimes et ont provoqué la mort de deux enfants.

En 2012, Nestlé a mis en place dans cette entreprise la méthode Lean (maigre en anglais), terme employé dans les milieux patronaux pour désigner un ensemble de techniques pour accroître la rentabilité, et appliquées aussi bien dans l'industrie automobile ou pharmaceutique que dans les hôpitaux. En l'occurrence, elle a consisté à réduire tous les temps qui ne sont pas consacrés directement à la production, autrement dit les temps de nettoyage et de maintenance préventive. Elle a été inscrite trois ans plus tard dans un plan dit de compétitivité. Alors que l'usine fonctionnait avec 16 heures de production et 8 heures de nettoyage, le temps de production a grimpé à 27 heures en trois équipes de 9 heures tandis que le nettoyage tombait à moins de 5 heures, à la charge des travailleurs de l'usine et non plus de ceux d'une entreprise extérieure. Il n'était plus possible de nettoyer les espaces, murs et plafonds entourant la ligne de production et les machines. Et le nettoyage général durant la fermeture de l'usine au mois d'août a été

supprimé pour que l'usine tourne avec seulement une semaine d'arrêt.

Dans l'atelier de boulangerie où est fabriquée la pâte des pizzas incriminées, les gaines de climatisation qui n'étaient plus nettoyées se sont bouchées, si bien que pendant les fortes chaleurs, la température a pu monter bien au-dessus du maximum requis pour limiter le développement des bactéries. Quant aux quatre silos géants qui stockent chacun 25 tonnes de farine, ils n'ont, semble-t-il, pas été nettoyés depuis 2015. Enfin, depuis 2021, la farine utilisée a changé, ne présentant pas les mêmes garanties bactériologiques que celle utilisée précédemment.

En cherchant à maximiser ses profits, l'entreprise a réduit sciemment la sécurité sanitaire des installations. Après que cette politique a fait des victimes, les travailleurs ont pu la dénoncer publiquement. Imposer qu'ils puissent le faire à tout moment, sans crainte d'être licenciés, serait la seule façon d'empêcher que de tels scandales se reproduisent.

Jean Sanday

Cooper Standard – Vitré : le patron condamné

En août 2015, une travailleuse de l'usine Cooper de Vitré, en Ille-et-Vilaine, avait été gravement blessée, son bras ayant été happé par une machine. Elle avait été licenciée en 2019 pour inaptitude !

Sept ans plus tard, le

tribunal correctionnel a enfin jugé cette affaire: le patron ne s'est même pas présenté. Cooper Standard est condamné à verser 33 000 euros. Comble du comble: le patron a fait appel du jugement !

Correspondant LO



STÉPHANIE PARA MAXPPP

SNCF : dix ans après la mort d'un cheminot, quelle justice ?

Jeudi 8 Septembre, une cinquantaine de cheminots et de militants se sont rassemblés devant le tribunal de Chartres à l'occasion du procès en appel contre la direction de la SNCF, inculpée d'homicide involontaire ayant entraîné la mort d'Anthony Ledon.

Cet agent de la voie, âgé de 22 ans seulement, n'avait que cinq mois d'ancienneté lorsque, la nuit du drame, en 2012, il se trouvait sur un chantier dangereux de renouvellement d'appareils de voie à Toury au nord d'Orléans.

Le rassemblement était

organisé à l'appel des organisations syndicales en soutien à la famille et pour montrer que, même dix ans après, la colère est toujours là. En effet, pour les présents et pour les cheminots ayant travaillé sur le chantier à l'époque, la responsabilité de la SNCF ne laisse

pas de doute. Les conditions de production, les manquements en termes de sécurité, la pression à la rentabilité, la vitesse des trains passant sur la voie contiguë, tous les facteurs étaient réunis pour conduire à ce drame.

Ces nombreux manquements, reconnus lors du procès, n'ont pas empêché l'avocat de la SNCF, ni même le procureur, de plaider la relaxe. Pour eux, le lien entre ces manquements pris séparément et la mort du jeune Anthony ne pourrait être clairement établi ! Outre leur déconnexion de la réalité, cela montre leur mépris pour la vie d'un travailleur.

Voir la SNCF au banc des accusés après dix ans de procédure était déjà une petite victoire pour la famille comme pour tous ceux qui mènent la lutte pour que ce crime patronal soit reconnu. La décision finale du tribunal sera donnée le 3 novembre, mais justice sera-t-elle rendue à Anthony Ledon ?

Correspondant LO



Rassemblement à Chartres, le 8 septembre.

À guichets fermés

La recherche du guichet perdu semble être le nouveau défi infligé par la SNCF aux usagers, tant en grandes lignes qu'en banlieue ou TER.

En gare de Nice, les syndicats viennent d'alerter sur la fermeture programmée de six guichets sur sept. Le même phénomène est à l'œuvre sur tout le territoire.

Ainsi, aux voyageurs devant acheter ou changer leur passe Navigo dans la gare de Melun, pourtant préfecture de Seine-et-Marne, une affiche signale que la plus proche agence Navigo disponible se trouve... à la Gare du Nord, à 60 km de là.

Dans toute l'Île-de-France, la SNCF met en œuvre un plan massif de fermeture de guichets. Les gares aujourd'hui dépourvues de guichet sont maintenant dénommées PANG, point d'accès non géré, et ceux-ci se multiplient à l'échelle du pays. Certains ne possèdent pas même d'automate de paiement et de nombreux usagers, dans l'incapacité de prendre un billet, sont pourtant verbalisés. À la gare du Nord

elle-même, plus grande gare d'Europe en trafic voyageurs, il ne reste souvent que trois agents de guichets banlieue disponibles dans l'après-midi. Les files d'attente y sont interminables, tout comme en Grandes lignes, et les conditions de travail éprouvantes.

La SNCF prétend qu'elle ne fait que répondre à la demande de titres dématérialisés par les usagers, sur smartphones ou ordinateurs. Si c'était le cas, les guichets seraient boudés par les usagers, alors qu'ils doivent patienter parfois près d'une heure pour rencontrer un cheminot. Dans de nombreux cas, par exemple en paiement par chèques congés ou en espèces, la venue au guichet est pourtant indispensable. En réalité, c'est toute une fraction de la population, en particulier la plus âgée et aussi la plus démunie, qui est pénalisée par la suppression de tout



En gare de Lure.

contact humain.

Du côté des cheminots, la fermeture des guichets se traduit par des suppressions de postes massives – 338 dans la seule région Île-de-France –, des propositions de réemploi plus éloignées du domicile ou l'intégration dans des « équipes mobiles » ainsi qu'une baisse des rémunérations en raison de changements d'horaires. La SNCF fait payer sa politique de dépeçage du transport ferroviaire à tous les travailleurs.

Contre la suppression des trains, des gares, des guichets, voyageurs et cheminots doivent lutter au coude à coude.

Correspondant LO



Employés de la T2C, le 6 septembre.

Transports T2C Clermont-Ferrand : grève pour les salaires

Le 1^{er} septembre, la majorité des salariés de la T2C, les transports en commun de Clermont-Ferrand, se sont mis en grève sur les conditions de travail et les salaires. Cela fait suite aux négociations annuelles obligatoires.

La direction ne proposant que 1,56% d'augmentation, l'ensemble des syndicats a déposé ce préavis de grève.

Depuis fin juin, dans les ateliers, les bureaux et en prise de poste, les travailleurs eux-mêmes discutaient de la nécessité de se mobiliser début septembre. Le résultat a été 71% de participation jeudi 1^{er} septembre, dont 80% chez les conducteurs, sur un effectif de 800. L'assemblée générale a rassemblé 300 travailleurs, contents de se retrouver aussi nombreux.

Depuis, la grève a été reconduite chaque jour à l'unanimité. Aucun bus ni tram ne circulait. La direction n'a d'abord voulu rien entendre et a cherché à noyer le poisson : « Au regard de l'inflation actuelle,

je peux comprendre mais ils ne sont pas tous seuls à en être victimes. » En effet, ce problème concerne tous les travailleurs, donc ceux de la T2C !

Enfin, mardi 6 septembre, la direction lâchait 3% d'augmentation avec effet rétroactif à partir de janvier 2022, et vingt embauches de chauffeurs. Les 300 salariés présents à l'assemblée générale décidaient alors de reprendre le lendemain, avec la satisfaction de s'être fait respecter et d'avoir envoyé un avertissement à la direction.

Ce n'est pas suffisant mais, comme le remarquait un travailleur : « Si on n'avait rien fait, on n'aurait rien eu. »

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière Irresponsable

Sur le 216, les problèmes continuent. Des usagers ne peuvent pas monter vu qu'il n'y a pas assez de cars, depuis l'obligation de ne prendre que les passagers assis, car la ligne emprunte l'autoroute. Les passagers sont exaspérés et cela retombe sur les chauffeurs. Venir travailler dans ces conditions, y en a marre.

RATP BUS Montrouge/Massy

Les lois de l'économie

Pénurie de moutarde : le prix de la moutarde augmente. Pénurie de gaz : le prix du gaz augmente. Pénurie de cheminots : les salaires des cheminots... stagnent. Ce n'est pas un coup de pouce qu'il nous faut, c'est un coup de gueule !

SNCF Technicentre de Villeneuve

Transport aérien: le vol des vautours

Fin août, le gouvernement italien a choisi les compagnies Air France-KLM et leur partenaire d'outre-Atlantique Delta Airlines, associées au fonds d'investissement américain Certares, pour reprendre la compagnie publique ITA. Cette dernière avait été créée en 2020 pour succéder à Alitalia, alors en faillite.

Le rachat d'ITA par les piliers de Skyteam, l'un des trois groupements mondiaux de transporteurs aériens, n'est pas encore conclu. Mais les négociations en cours sont dites exclusives car Rome a écarté un autre prétendant, la compagnie aérienne allemande Lufthansa, pivot européen du méga-groupement de compagnies Star Alliance.

Au Portugal cette fois, le gouvernement « socialiste » de ce pays veut privatiser la compagnie nationale TAP, qui perdrait trop d'argent.

Il vient d'annoncer qu'il négociait en ce sens avec Air France-KLM d'une part et Lufthansa de l'autre, après avoir éconduit le groupe constitué autour de British Airways et d'Iberia, membres de l'alliance internationale Oneworld, qui avait manifesté son intérêt pour cette privatisation.

La crise qui secoue le monde donne en effet l'occasion aux principaux opérateurs du transport aérien de se battre pour mettre la main sur ceux que la crise a affaiblis,

afin d'étendre la surface de leurs méga-alliances. Avec 18 compagnies pour Skyteam, 13 pour Oneworld et 26 pour Star Alliance, celles-ci représentaient déjà plus de 60 % du trafic international et plus de deux milliards de passagers en 2019. Grâce à toute une série d'accords tarifaires, logistiques, de correspondances facilitées d'un bout à l'autre de la planète, ces alliances peuvent cumuler, telle Skyteam, 15 500 vols par jour, en trustant ainsi toujours plus de passagers.

Loin de les avoir durablement affaiblies, le trou d'air dû à la pandémie mondiale du Covid n'a fait qu'aiguïser la guerre entre elles pour s'emparer d'une part plus grande du gâteau. Il leur a même fourni plus d'armes pour mener cette

guerre. Ainsi les grandes compagnies Air France, KLM, Lufthansa, etc., ont profité ces deux dernières années d'une aide massive de leurs États respectifs, et d'abord des capitaux qu'ils y ont injectés.

TAP et ITA ne font pas exception. Dans leur cas, les États italien et portugais ont pris à leur compte les dettes et, disent les financiers, ont fait le ménage. Autrement dit, ils ont ou vont licencier des milliers de travailleurs, baisser les salaires, afin de rendre ces compagnies appétissantes aux yeux de la concurrence. Celle-ci ne se privera pas de poursuivre sur cette lancée pour augmenter ses profits, tout comme le fait chez elle, et pour les mêmes raisons, Air France, qui a prévu de supprimer 4 000 emplois

cette année.

Car, comme en cette fin d'été, quand cette compagnie dit et redit ne pas pouvoir augmenter les salaires car les caisses sont vides, c'est un mensonge. Un mensonge aussi gros que les 600 millions que vont coûter le rachat d'ITA, sans compter celui de TAP peut-être.

Certes, pour ce faire, Air France a dû s'associer avec des financiers afin de se conformer aux règles européennes qui lui interdisent de racheter plus de 10 % d'une compagnie tant qu'elle n'a pas remboursé 75 % de ce que l'État lui a prêté. Mais même cela ne l'empêche pas, on le voit, de s'emparer de concurrentes qui passent à sa portée.

Pierre Laffitte

EPDSAE du Nord: la colère monte

Vendredi 2 septembre, une centaine d'agents de l'EPDSAE du Nord (Établissement public départemental pour soutenir, accompagner, éduquer) ont fait grève et manifesté. C'est deux fois plus que lors d'une précédente journée de mobilisation en mai dernier.

Au centre de la colère,

la prime Ségur, qui reste réservée aux seuls travailleurs sociaux et qui exclut donc les ouvriers, les travailleurs administratifs et de nombreux agents dont les salaires sont pourtant les plus bas. Les grévistes s'opposent à cette division et revendiquent la prime pour tous, mais aussi des locaux dignes et l'embauche des

centaines de contractuels qui sont proménés d'un CDD à l'autre.

Visiblement, l'argent public existe pour embaucher des policiers et gaver les grandes entreprises de subventions mais pas pour les structures sociales. Et c'est ce que confirme la direction de l'EPDSAE en «mettant en place un groupe de travail



pour vérifier la pertinence des embauches ». Même si elle brasse de l'air comme un ventilateur, les salariés

ne sont pas dupes et discutent déjà de la suite du mouvement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Compagnies énergétiques : superprofits, supervoleurs

L'Agence Internationale de l'Énergie, qui n'est certes pas une officine gauchiste, estime que les compagnies énergétiques européennes feront 200 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires en 2022, sans avoir eu rien d'autre à faire que de profiter de la hausse des prix.

Si l'estimation n'est pas contestée, le jugement moral est exagéré. Les compagnies énergétiques se sont quand même donné le mal de spéculer, de refuser la vente à certains clients pour vendre plus cher à d'autres, de profiter de toutes les subtilités que la loi européenne et les accords entre États ont mises à leur service depuis la libéralisation du marché de l'électricité.

Cela pose aux États en question quelques problèmes délicats, de plusieurs ordres. D'abord chacun est comptable du bon fonctionnement des affaires de ses capitalistes. Or un certain nombre de ces derniers se sentent volés comme au coin d'un bois par leurs fournisseurs d'électricité et de gaz. Certains États prétendent donc prendre un peu sur les superprofits des énergéticiens pour soulager d'autres fractions du patronat.

Taxations verbales

Ainsi le gouvernement italien a institué un impôt supplémentaire de 10 % depuis mars, porté à 25 % cet été, sur les bénéfices des énergéticiens. Mais

ces derniers ont contesté ce décret en justice, suspendant les paiements. La Grande-Bretagne a quant à elle surimposé les seuls producteurs de pétrole brut de la mer du Nord, sans résultat apparent. Le gouvernement espagnol aurait des projets précis... pour 2023, les autorités allemandes cherchent la bonne formule, etc. Après quelques déclarations contradictoires, l'équipe Macron, ne voulant froisser ni Total, ni Engie, ni aucune susceptibilité capitaliste, attend un accord au niveau européen. Mais tous aident déjà, d'une façon ou d'une autre, les gros industriels consommateurs d'énergie à payer leurs factures, ne serait-ce qu'en les laissant répercuter les hausses sur leurs propres produits, ou en payant pour la mise en chômage de leurs salariés.

La deuxième question est celle de la régulation des prix de l'énergie, voire de leur encadrement, de façon à espérer un fonctionnement tant soit peu fluide de l'économie. Mais c'est précisément à l'Union européenne

que l'on doit l'usine à gaz actuelle. C'est elle qui a aligné de fait le prix de l'électricité sur celui du gaz, autorisé la concurrence, créé les conditions de la spéculation, et qui ne sait plus comment sortir du guêpier. Au-delà, c'est la situation du monde qui crée la pénurie, les tensions internationales, les affrontements et la concurrence. C'est l'évolution du capitalisme qui fait qu'une poignée de sociétés géantes ont la main sur le robinet énergétique. Les discussions entre ministres européens, commencées le 9 septembre, ont donc peu de chances d'aboutir à quoi que ce soit de concret. Elles se sont pour l'instant soldées par un constat d'accord sur l'urgence de la situation et la demande que des propositions soient formulées d'ici la fin du mois. Tout ce qu'il y a de plus diplomatique et de moins énergique, pour ne pas dire énergétique.

Sacrifices et bénéfices

Enfin, les gouvernements ont à faire face à leur opinion publique. Dans tous les pays, les travailleurs voient leur niveau de vie dégringoler alors que les bénéfices des grandes sociétés explosent. Ils voient aussi que les États, à court de liquidités, vont chercher dans leurs poches alors que les fortunes privées

augmentent. Cette situation est lourde de menaces pour l'ordre social et la tranquillité bourgeoise. D'où les propositions, venant de tous côtés, depuis le secrétaire général de l'ONU jusqu'aux partis divers et de divers pays, de taxer les superprofits des énergéticiens.

Jusqu'à là, Macron et son ministre Le Maire, soutenus par le journal de la famille Dassault, *Le Figaro*, et celui de Bernard Arnault, *Les Échos*, avaient vaillamment résisté. Mais le contraste entre la situation des travailleurs et les fastes de Total, Shell, Engie et autres devient trop criant. Macron et son homologue allemand ont fini par proposer que l'Union européenne, en plus de tenter de réguler les prix, demande aux énergéticiens une contribution exceptionnelle sur des bénéfices que ces gestionnaires de fortune du capital qualifient désormais « d'indus ». C'était aussi l'objet de la réunion du 9 septembre à Bruxelles. Mais les énergéticiens peuvent dormir tranquille, pas plus que les États pris séparément, l'Union européenne ne menacera leurs bénéfices, dus, indus, publics ou cachés : aucune décision n'a été prise.

Taxer ou exproprier ?

Les travailleurs n'ont, de toute façon, rien à attendre

ÉCONOMISEZ LE GAZ,
RÉCUPÉREZ L'EAU ...



de gouvernements qui sont là pour gérer les affaires du grand capital et n'ont, tout au plus, que des discours à proposer en guise de chauffage pour l'hiver prochain. Pas plus qu'ils n'ont à abandonner la revendication de salaires dignes pour le vague espoir qu'une taxe sur les superprofits vienne aider à diminuer leurs factures.

La colère qui commence à s'exprimer en Europe, par les grèves en Grande-Bretagne par exemple, est sans doute pour quelque chose dans ce changement d'attitude de l'Union européenne, des gouvernements en place et de leurs oppositions. Mais ce n'est évidemment pas sur ceux-ci qu'il faut compter pour régler la question, c'est-à-dire pour exproprier les trusts et gérer l'économie suivant les besoins de la population, et non ceux du capital.

Paul Galois

Développement humain : progrès à reculons

D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'indicateur de développement humain (IDH), calculé en tenant compte de l'espérance de vie, du niveau d'éducation et des revenus de la population, a chuté ces deux dernières années pour plus de 90 % des pays dans le monde.

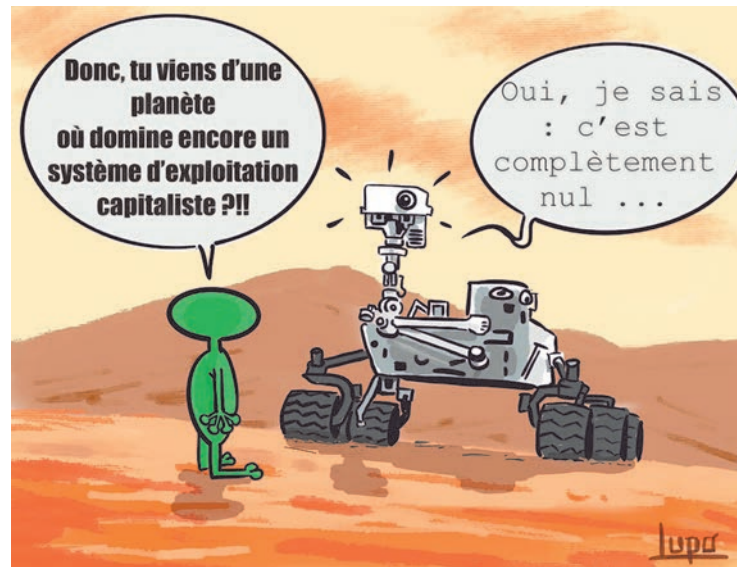
C'est la première fois depuis sa création il y a 32 ans. Même dans un pays aussi riche que les États-Unis, l'espérance de vie a baissé de 2,7 ans durant cette période. On n'a jamais disposé d'autant de moyens scientifiques et techniques, et pourtant, dans tous les pays du monde, les conditions de vie du plus grand nombre reculent.

Le PNUD explique ce recul par la montée de la

pauvreté, l'explosion des prix, les conséquences du réchauffement climatique, la multiplication des guerres, etc. Mais un phénomène aussi général montre

surtout à quel point le capitalisme est devenu un obstacle au progrès de l'humanité et qu'il est urgent de le renverser.

Arnaud Louvet



Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 226 (septembre-octobre 2022) :

- Le chaos du capitalisme en crise
- D'une crise économique à l'autre
- La guerre en Ukraine accélère la militarisation
- Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne
- Brésil : le duel Bolsonaro-Lula
- L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)
- Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile
- Les mémoires de Georg Scheuer

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

